

## LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

### Angleterre

Londres, 17 février.

Le *Globe* considère les observations présentées à la fin du mémoire de l'Angleterre comme étant des arguments extrêmement faibles à opposer aux demandes américaines.

### États-Unis

New-York, 17 février.

La *Tribune*, discutant le mémoire du gouvernement anglais, trouve qu'il n'a rien, et réclame tout. Ce journal n'y voit aucune trace d'un arrangement amical qui pourrait arrêter les demandes américaines sur les dommages indirects, et il déclare que, si l'Angleterre se réserve le droit de prononcer sur la justice de la sentence arbitrale, la conférence de Washington était inutile.

### Indes

Calcutta, 17 février.

Les funérailles de lord Mayo, qui ont eu lieu aujourd'hui, ont été extrêmement imposantes; un nombreux cortège a suivi le corps, et il y avait beaucoup de spectateurs. L'ordre n'a pas été troublé.

Calcutta, 17 février.

Voici quelques nouveaux détails sur les funérailles du vice-roi. Le corps, débarqué du steamer *Daphné*, a été transporté au palais du gouvernement sur un chariot d'artillerie. Les volontaires de Calcutta, au nombre de 500 environ, formaient l'escorte et précédaient le cortège. À la suite du corps venait l'état-major particulier du vice-roi, lord Napier, qui remplissait les fonctions de vice-roi, les membres de toutes les administrations civiles et militaires, ainsi que des députations de toutes les corporations publiques. Une foule nombreuse se pressait à la suite. Les troupes formaient la haie sur tout le parcours. Le cortège des assistants, quoique immense, n'a donné lieu à aucun désordre.

### Allemagne

Berlin, 17 février.

Séance du conseil fédéral. — M. de Bismarck dépose un projet de loi relatif à la langue officielle qui doit être réglementairement employée en Alsace-Lorraine. Ce projet comprend sept articles portant en substance que toutes les ordonnances et circulaires officielles émanant des autorités administratives impériales, ainsi que les instructions envoyées à ces mêmes autorités, seront rédigées en langue allemande. De même les délibérations orales des conseils de district et du conseil impérial, devront avoir lieu en allemand.

### Espagne

Madrid, 17 février, midi.

La *Iberia*, continuant la nouvelle de la crise ministérielle, dit que l'amiral Topete, à l'instigation des ministres, a demandé la démission de l'amiral Topete, qui demande la démission de plusieurs de ses collègues, et le refus de ces derniers de se retirer personnellement, si le cabinet tout entier ne les accompagne. Certaines nominations faites dans l'armée, et notamment celles de plusieurs brigadiers et maréchaux de corps, publiées avant-hier dans la *Gazette officielle*, ont mécontenté le parti unitaire, qui forme, comme on sait, l'appui gouvernemental du cabinet dans les Cortès. C'est à son instigation que l'amiral Topete a cru devoir exiger la démission de ceux de ses collègues sur lesquels portait surtout la responsabilité de cette mesure. Le général de Gamindes, en sa qualité de ministre de la guerre, serait le seul, toutefois, à en croire l'*Imparcial*, que la situation spéciale devrait faire regarder comme sacrifié d'avance. Bien qu'on lui donne déjà pour successeur le général Serrano y Bedoya, il n'est point certain qu'il consente à se séparer du cabinet et à accepter les conséquences d'une responsabilité qui incombe à tous ses collègues sans

minde fait observer que les avancements militaires qui ont amené la crise ont été arrêtés en conseil des ministres et soutenus, qu'en conséquence, la responsabilité n'incombe pas à lui seul. On ajoute qu'il refuse de donner sa démission si le cabinet tout entier ne se retire avec lui.

### Italie

Gênes, 17 février.

Le général Faidherbe est arrivé ici venant de Rome.

Naples, 17 février.

La frégate anglaise la *Défençe* est partie pour Malte, afin d'éviter de se trouver ici avec l'escadre américaine qui est attendue.

(Agence Havas.)

PARIS, DIMANCHE 18 FÉVRIER 1872

## LA JOURNÉE POLITIQUE

C'est lundi que l'Assemblée doit procéder à l'élection annuelle des questeurs. D'après les renseignements qui nous parviennent, certaines fractions de la gauche et de la droite s'entendraient pour la formation d'une liste commune où les divers partis seraient représentés. Nous nous espérons que l'honorable M. Baze ne représentera personne et que, dans des fonctions où les égards et les relations sociales doivent avoir une place aussi grande que l'intelligence des véritables conditions d'un gouvernement libre, le farouche questeur a donné assez de preuves d'une incompatibilité d'humeur irréductible.

Nous ne cherchons point ici une vaine satisfaction de polémique, et nous ne songeons pas à prendre des représailles légitimes par la protraction des imprécations au M. Baze a mis la presse ces jours derniers. Dans les restrictions apportées à la publicité des séances de l'Assemblée, il y a plus qu'une question personnelle. La cause est puérile, l'effet produit plus important qu'on ne le suppose pour la marche des affaires publiques. Sans informations libres et éclairées, pas d'opinion, aucune correspondance et aucune sympathie entre la représentation et ses commettants. Si les séances publiques sont interprétées à contre-sens par les organes de la presse, si les motifs véritables et les bonnes intentions qui se cachent sous l'ardeur et les surprises de la discussion générale sont travesties aux yeux du public sous la première impression de la rampe, souvent si trompeuse, l'Assemblée n'aura qu'à s'en prendre à M. Baze ou plutôt à elle-même, si elle consacre son système par une nouvelle élection. La chose vaut qu'on y réfléchisse.

La crise ministérielle, dont les dépêches arrivées de Madrid nous annonçaient l'existence, se poursuit à travers une grande incertitude entre les prétentions de l'amiral Topete, qui demande la démission de plusieurs de ses collègues, et le refus de ces derniers de se retirer personnellement, si le cabinet tout entier ne les accompagne. Certaines nominations faites dans l'armée, et notamment celles de plusieurs brigadiers et maréchaux de corps, publiées avant-hier dans la *Gazette officielle*, ont mécontenté le parti unitaire, qui forme, comme on sait, l'appui gouvernemental du cabinet dans les Cortès. C'est à son instigation que l'amiral Topete a cru devoir exiger la démission de ceux de ses collègues sur lesquels portait surtout la responsabilité de cette mesure. Le général de Gamindes, en sa qualité de ministre de la guerre, serait le seul, toutefois, à en croire l'*Imparcial*, que la situation spéciale devrait faire regarder comme sacrifié d'avance. Bien qu'on lui donne déjà pour successeur le général Serrano y Bedoya, il n'est point certain qu'il consente à se séparer du cabinet et à accepter les conséquences d'une responsabilité qui incombe à tous ses collègues sans

distinction, si le gouvernement constitutionnel existe encore en Espagne.

Nous publions à la quatrième page le verdict prononcé, dans son audience d'hier, par le 4<sup>e</sup> conseil de guerre.

## QUESTION DU JOUR

### LES MANIFESTES

La fièvre constitutive, dont nous croyions nos représentants bien guéris, s'est de nouveau déclarée; et, cette fois, l'accès menace de gagner toute la Chambre. La droite a, dit-on, son manifeste en poche, le centre droit élabore le sien; il ne serait même pas impossible que la fusion s'opérât entre les deux; le centre gauche s'ébranle. Quant au gouvernement, si nous en croyons le *Journal des Débats* — dont les informations méritent toutefois confirmation, — il ne serait pas éloigné de répondre à toutes ces manifestations contraires par une proposition tendant à modifier dans le sens républicain le pacte de Bordeaux.

Nous devrions peut-être attendre, pour juger ces manifestations, qu'elles se soient produites. On nous permettra cependant, d'une façon générale et sans rien préjuger, de les condamner toutes en masse, comme souverainement dangereuses, et contraires à « l'essai loyal » de la République.

Elles sont dangereuses, car elles n'aboutissent pas, vu l'état des esprits et la composition de la Chambre, à grouper autour d'une même idée monarchique ou républicaine une majorité de gouvernement suffisamment compacte pour s'imposer aux minorités coalisées et au pays. On nous parle de deux cent quarante voix disposées à appuyer un manifeste commun à la droite et au centre droit. Cette nouvelle qu'on nous apporte au dernier moment, ne modifie en rien notre manière de voir.

À ces deux cent quarante voix, le centre gauche, la gauche républicaine et la gauche radicale en opposent un nombre au moins égal. Et qu'advient-il alors? C'est que la Chambre se coupera en deux, et qu'elle se trouvera par l'équilibre des forces réduites à l'impuissance, condamnée par cela même à une dissolution prochaine et funeste. Divisée en quatre ou cinq groupes, plus ou moins importants, plus ou moins nombreux, se faisant échec et se contenant les uns les autres, l'Assemblée pouvait se maintenir, à la condition de se faire de mutuelles concessions et de respecter le provisoire. Le jour où par impatience monarchique et par empressement coupable deux ou trois de ces partis se coaliseraient, ils provoqueraient nécessairement une coalition contraire sur la terrain de la République, et la guerre éclaterait non seulement à la Chambre, mais, qui sait... dans le pays peut-être! Puisse nos représentants comprendre que le moment n'est pas venu d'assumer sur leur tête cette effroyable responsabilité.

Nous vivons péniblement, mais enfin nous vivons sous le régime indifférentement appelé le pacte de Bordeaux ou l'essai loyal de la République. Le gouvernement, en qui se personnifiait ce régime, avait, somme toute, rétabli l'ordre et fait honneur à nos engagements financiers. Pouvait-on lui demander beaucoup plus? Et s'il n'a pas fait davantage, quel parti, quel régime oserait affirmer qu'il eût été plus heureux et qu'il serait plus fort? Le gouvernement n'est fort qu'à la condition d'avoir la grande majorité du pays derrière lui. Or, c'est un fait constant : il n'y a pas plus de majorité, à l'heure qu'il est, dans le pays qu'à la Chambre. Il ne s'est pas encore formé un de ces courants irrésistibles qui emportent tous les obstacles, et triomphent de toutes les résistances. Il faut laisser à l'un de ces courants le temps de se

produire; autrement l'on ne fera rien que d'éphémère.

Dans l'état d'indécision où est le pays cherchant sa voie, ne l'ayant pas encore trouvée, n'ayant qu'un souci : la dette; qu'une crainte : l'intervention prussienne, le provisoire seul est possible, est sage, est patriotique.

ALBERT DURUY.

## ECHOS PARLEMENTAIRES

17 février.

M. Rouher est arrivé à Versailles par le train de 1 h. 25. Il était accompagné de MM. de Monteu, ex-sénateur de l'empire, de Bouville, ex-préfet de Bordeaux, Ernest Dréolle, et d'un aide de camp de l'ex-empereur. M. Gavini l'attendait à la gare et ne l'a point quitté pendant les deux heures de sa visite à Versailles.

M. Rouher s'est rendu d'abord à la présidence de l'Assemblée où M. Gavini l'a présenté à M. Grévy; de là à la questure, pour l'accomplissement des formalités d'usage, et enfin, sur les deux heures et demie, à la salle des séances où il est allé s'asseoir à la place qu'occupait M. Conti.

L'entrée de M. Rouher a passé presque inaperçue, et ce n'est guère qu'un bon quart d'heure après qu'il eût pris séance, que le bruit de son arrivée se répandit dans les tribunes, et que les lognettes se bravaient sur le banc de la députation corse.

Vers trois heures, M. Rouher se leva, resta un instant debout, les mains dans les poches, et, sans cesser de causer avec ses voisins, promena longuement un regard plutôt indifférent que provocateur sur toute la Chambre et les tribunes. Puis, toujours accompagné de M. Gavini, il sortit.

Je n'ai guère vu plus de sept à huit députés, dont MM. Levert et Eschassériaux, l'aller saluer à son banc.

La séance n'a eu aucun intérêt. Un certain nombre de rapporteurs de la commission des pétitions se sont succédés à la tribune. Nous les avons vus paraître et disparaître, mais, à coup sûr, aucun de nous n'a entendu un mot de ce qu'ils ont dit. Il m'a semblé — je ne puis le certifier, précisément par cette raison que je n'entendais rien — que le président ne consulte plus l'Assemblée à chacune des pétitions dont se compose le lot de chaque rapporteur, mais qu'il se contente de la consulter au bout de chaque lot, sur l'ensemble des multiples conclusions qui y sont formulées. C'est, comme vous le voyez, beaucoup plus expéditif; mais, sérieusement, que reste-t-il de ce fameux droit de pétition, pour lequel il y a quelques années on eût fait une révolution? Il est temps d'y mettre ordre : l'Assemblée perd chaque semaine une séance à enterrer une centaine de pétitions, dont la plupart ne méritent même pas les honneurs sommaires de l'ordre du jour par et simple.

Ne pourrait-on pas, comme quelqu'un le proposait hier au sortir de la séance, se contenter de consigner toutes les pétitions dans un bulletin qui serait distribué à tous les députés et d'où chacun tirerait, pour les porter à la tribune, celles qui lui paraîtraient dignes d'un sérieux examen? Il y a dans les cartons de l'Assemblée un projet de loi dont l'auteur a compris la nécessité d'une nouvelle procédure des pétitions : qu'on se hâte de l'en tirer et de le mettre en délibération!

Dans le monde officiel de Saint-Petersbourg, on constate un rapprochement très sensible entre la cour de Russie et le Vatican. L'empereur Alexandre a été très touché de la courtoisie avec laquelle la Sainte-Trinité a reçu la grande-duchesse Olga, épouse du grand-duc Nicolas. Dès que la grande-duchesse est descendue à l'hôtel de l'Ambassade de Russie, le saint-père lui a envoyé une admirable corbeille de fleurs.

Le duc Eugène Maximilianovitch-Romanovsky-Leuchtenberg a quitté Saint-Petersbourg pour se rendre à Rome.

Ce voyage ne serait pas étranger au projet qu'on prête au gouvernement russe de se réconcilier avec le Vatican.

Des poursuites sont dirigées contre le *Radical*, la *République française* et le *Peuple souverain*, pour avoir annoncé la publication d'un numéro exceptionnel destiné à payer la dernière amende encourue par le *Radical*.

On sait qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 27 juillet 1847, ces sortes de souscriptions déguisées sont interdites.

## LE CRÉDIT FONCIER ET LA COMPAGNIE IMMOBILIÈRE

Il vient de se passer un fait d'une haute gravité.

Le *Crédit foncier* a obtenu, sur une simple demande en référé, un jugement qui place sous séquestre les biens de la Compagnie Immobilière, pour un retard de paiement d'annuités amené, comme on le sait, par les événements du siège et de la Commune.

En vain, la Compagnie a-t-elle fait observer que son impuissance, essentiellement momentané, n'était que le fait de circonstances majeures qu'on ne pouvait méconnaître, et dans lesquelles ses revenus avaient complètement disparu pendant plus d'une année; qu'il n'y avait nullement péril en la demeure, puisque le montant de tous les loyers était fidèlement versé dans les caisses du *Crédit foncier* (il lui a été payé, en effet, nous l'affirmons, plus de quinze cent mille francs dans ces derniers mois).

En vain, cette Compagnie demandait-elle le renvoi de la cause pour être plaidée au principal, afin de pouvoir fournir à la justice la preuve qu'elle était en mesure de donner pleine satisfaction au *Crédit foncier* qui, d'ailleurs, comme créancier privilégié, était à l'abri du moindre risque; sa créance réduite, par suite de paiements anticipés d'une importance considérable, à 60 millions, avec les annuités en retard, est garantie, en effet, par un gage hypothécaire d'une valeur de plus de 200 millions.

Elle eût été même en mesure de satisfaire immédiatement ce créancier impitoyable, si le *Crédit foncier* n'était venu imprudemment se mettre en travers, en faisant indûment une opposition sur la part qui revient à la Compagnie immobilière dans la subvention de ses anciens administrateurs.

N'était-il pas juste de lui laisser le temps de faire lever cette opposition? Quoi qu'il en soit, le président du tribunal s'est cru sans doute libre, par la lettre de la loi, à prononcer le séquestre demandé par le *Crédit foncier*.

La Compagnie annonce l'intention de faire immédiatement appel de ce jugement, qui pourrait avoir les conséquences les plus graves :

1<sup>o</sup> Pour les créanciers de la Compagnie, pour les *Crédit foncier*, et au nombre desquels figure à un double titre le *Crédit foncier*, porteur d'un très grand nombre d'obligations;

2<sup>o</sup> Pour ses actionnaires;

3<sup>o</sup> Pour les propriétaires fonciers à Paris et à Marseille; car si le *Crédit foncier* abusait du séquestre qu'il a obtenu, pour faire vendre, par autorité de justice, les immeubles de la Compagnie, la valeur de la propriété immobilière, dans ces deux villes, subirait une baisse considérable; l'industrie du bâtiment serait ruinée, perdue, et ne pourrait se relever de longtemps.

Est-ce à cette nouvelle complication dans la situation que pousse le *Crédit foncier*?

Les ressources que possède la Compagnie pour satisfaire l'ensemble de ses créanciers sont faciles à apprécier.

Son domaine à Paris, qui s'élève à 113 millions, suffirait pour désintéresser le *Crédit foncier* et les obligataires; son domaine de Marseille, d'une importance de 138 millions, et dont la valeur serait reconstituée, par l'arrivée tardive sur ses terrains de la Joliette, du chemin de la Méditerranée, permettrait de satisfaire tous ses autres créanciers, en laissant un surplus pour les actionnaires.

Dans cet ordre d'idées, une émission d'obligations hypothécaires sur le domaine de Paris, ainsi que la constitution d'une Société pour l'exploitation des hôtels, étaient assurées et auraient permis de rembourser presque intégralement le *Crédit foncier*, lorsque les brusques exigences du *Crédit foncier* sont venues, après des négociations qui duraient depuis neuf mois, mettre à néant ces projets réparateurs.

Il nous est impossible de ne pas voir dans ce qui se passe la conspiration qui nous est signalée de plusieurs intérêts conjurés, tant à Marseille qu'à Paris, à la ruine d'une malheureuse Compagnie qui fait cependant les efforts les plus énergiques et les plus honorables pour protéger la situation de ses créanciers comme celle de ses actionnaires.

On dit que, au sein même du *Crédit foncier*, se trouveraient des administrateurs qui, à l'instigation du *Crédit Foncier*, se seraient laissés entraîner dans cette conspiration.

Comprendront-ils maintenant l'imprudence de cette conduite!

La Société des Docks de Marseille, qui compte parmi ses administrateurs M. Frémy, gouverneur du *Crédit foncier*, ainsi que M. Talabot et plusieurs autres membres de la Compagnie de la Méditerranée, aurait reçu de cette dernière Compagnie, par le tracé de l'embranchement de l'Est, rendu définitif à dessin, une satisfaction complète pour l'achat de ses terrains, satisfaction qui est obstinément refusée à la Compagnie immobilière, et cela sans doute dans le but d'obtenir, à meilleur compte, les terrains de la Compagnie immobilière qu'on voudrait à tout prix empêcher de se relever.

Heureusement, l'administration des travaux publics est juge, en dernier ressort, de ce tracé et des plans de gare qui en sont le complément indispensable.

Tout dépend de cette administration aujourd'hui et elle saura faire respecter les droits des tiers.

Il existe d'autres vues encore, comme l'a dit l'*Opinion nationale*, sur les propriétés de la Compagnie à Paris, et en particulier sur ses hôtels, de la part de quelques spéculateurs qui n'en sont pas à leur coup d'essai.

Il y a là, comme à Marseille, l'occasion d'excellentes affaires.

À ce sujet, nous ne saurions passer sous silence le singulier propos qui aurait été tenu par un de ces spéculateurs à l'occasion de la Compagnie immobilière, devant un personnage qui n'en fait pas mystère et dont le témoignage est irrécusable :

« Quand un malade ne veut pas mourir, on le tue. »

Non, il n'est permis à personne d'appliquer d'aussi détestables principes, et, malgré le succès qu'on vient d'obtenir devant une juridiction malheureusement trop sommaire, la justice, mieux informée, saura mettre le *malade* à l'abri de pareils desseins.

La portion des obligataires qui n'obtient pas aux inspirations malveillantes du *Crédit foncier* comprendra ses véritables intérêts, et viendra appuyer les administrateurs de la Compagnie dans la lutte suprême qui va s'ouvrir incessamment.

Les actionnaires, qui seront certainement convoqués à bref délai, devront tous accourir pour appuyer énergiquement le conseil de leur concours moral.

## FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 19 FÉVRIER

## REVUE MUSICALE

THÉÂTRE-LYRIQUE DE L'ATHÉNÉE : Une *Fête à Venise*, opéra-comique en quatre actes, de MM. Nuyt et Beaumont, musique de M. Federico Ricci. MM. Duwast, Odezone, Solon; M<sup>mes</sup> Douau, Bernard et Ganetti.

THÉÂTRE DES BOUFFES-PARISIENS : Le *Docteur Rose*, opéra-bouffe en trois actes et quatre tableaux, de M. de Najac, musique de M. Federico Ricci. MM. Désiré, Berthelier, Guyot; M<sup>mes</sup> Paschard, Fonti, Borelli, Peyronet et Thierret.

Le directeur des Italiens eut l'idée, il y a quelques années, de monter, pour finir la saison, un opéra-bouffe des frères Ricci, qui depuis longtemps jouissait d'une grande vogue en Italie : *Crispino e la Comare*. Quoique l'exécution n'en eût pas été confiée à l'élite de la troupe, cet essai fut couronné d'un succès inattendu. La musique claire, rythmée, sonore et chantante de la nouvelle partition, fut accueillie avec un enthousiasme peut-être exagéré, mais qui cependant trouvait sa justification dans la gaieté et la liberté d'allure qui régnaient d'un bout à l'autre de cet ouvrage. Ajoutez à ces qualités maternelles dans un opéra-bouffe un sentiment très juste de la scène et des situations, l'absence de longueurs inutiles et, ce qui ne gâte jamais rien, un poème très divertissant.

C'est cet ensemble de mérites qui manque absolument à la *Fête à Venise*, donnée jeudi au théâtre lyrique de l'Athénée. Et vraiment, nous ne nous expliquons pas comment M. Martinet a pu se tromper sur la valeur d'une pareille œuvre.

La *Fête à Venise* a, paraît-il, obtenu un certain succès en Italie, où elle fut représentée sous le titre de : *le Mari et l'Amant*.

C'est une de ces éphémères partitions écrites à la hâte, sur un imbroglio bachelé pour la circonstance, comme chaque carnaval en voit naître et mourir par douzaines tous les ans. Quelle nécessité y avait-il de faire traduire ce libretto puéril, de fatiguer sans profit des artistes, pour exhiber devant le public parisien cette ennuyeuse parade? On se demande ce qui a pu décider le directeur intelligent de l'Athénée, à ouvrir toute grande la porte de son théâtre, aux rangées d'un compositeur italien, quand tant de jeunes artistes français se morfondent à attendre vainement leur tour.

On parlait, lors de la réouverture de l'Athénée, d'un ouvrage de M. Membrée; le bruit courait qu'il avait été abandonné à renoncé à monter cet ouvrage, pour faire passer la *Fête à Venise*. Voilà ce qu'on peut appeler une mauvaise inspiration; un ouvrage de l'auteur de *François Villon*, condamné au silence par les dédains des directeurs, depuis dix-huit ans, aurait certainement été plus intéressant à entendre que ce bavardage insipide, où se sont donné rendez-vous tous les lieux communs de la musique, toutes les formules que rabâchent avec la même verve intarissable, le même *brio* implacable, les disciples attardés de Rossini et de Donizetti.

L'intrigue est digne du théâtre de Guignol, qui attend encore sa subvention.

Un jeune capitaine autrichien est venu avec son lieutenant passer le carnaval à Venise. Sa femme, accompagnée d'une suivante, est à la poursuite de son volage époux (*sic*), qu'elle rejoint au bal masqué, au moment où, nouveau Don Juan, il cherche à séduire deux humbles choristes, que les auteurs ont condamnées à rester bouche close, dans l'unique crainte de compromettre le succès de la soirée. Pour se venger de l'infidèle, l'épouse abandonnée se laisse tenir des propos galants par le lieutenant, qu'elle encourage dans cette aventure, le mari lui-même, bien loin de soupçonner la présence de sa femme à Venise, ce qui évidemment est le comble du comique.

Comme pendant à cette intrigue amou-

reuse, un jeune étudiant fait la cour à la femme de l'aubergiste Cornaro — encore une bien bonne plaisanterie que ce nom — tandis que le domestique du capitaine conte fleurette à la servante.

Le seul moment qui mérite grâce devant les sévérités de la critique, c'est l'*Andante* de l'air en la « Qui, mon cœur plein de tendresse », que M. Duwast a chanté avec un excellent sentiment. L'accompagnement des violoncelles divisés y est traité fort heureusement. Mais bientôt l'*Allegro obbligato* vient rompre le charme et nous ramène au grand galop vers le pontif, que le compositeur semble n'avoir quitté qu'à regret.

Nous ne découvrons dans le reste de la partition que mélodies insipides, que délayage macaronique de motifs dont nos oreilles sont rebattues depuis cinquante ans.

En somme, rien de plus déplorable que cette intrinsèque facilité qui est un véritable relâchement musical.

Les artistes ont fait de louables efforts pour sauver la pièce, et s'ils n'y sont pas parvenus, les auteurs leur doivent néanmoins des remerciements.

M. Duwast a soutenu, avec un sérieux digne d'éloges, un personnage qui prête plus d'une fois à la plaisanterie. Nous espérons le voir bientôt en possession d'un rôle qui lui permette de déployer ses qualités de chanteur et de comédien.

Nous adresserons les mêmes compliments et les mêmes souhaits à M. Aubéry, qui possède une charmante voix de baryton, qu'il mène avec un style remarquable.

Le bel organe de M. Odezone trouvera prochainement, nous en sommes certains, une occasion plus propice de faire apprécier sa puissance et son étendue.

Une mention honorable à M. Solon, qui s'est acquitté consciencieusement du rôle ingrat de Cornaro.

M<sup>me</sup> Douau a presque fait bisser une ballade dénuée de toute espèce de caractère, qu'elle a chantée avec un très réel talent.

M<sup>mes</sup> Bernard et Ganetti complètent d'une façon satisfaisante un ensemble

d'exécution, dont un compositeur français aurait certainement tiré un meilleur parti.

En un mot, les interprètes ont rivalisé de conviction dans un ouvrage qui en manque absolument.

Quand nous aurons félicité l'orchestre et son habile chef, M. Constantin, nous aurons rendu à chacun la justice qui lui est due.

Maintenant, M. Martinet doit se hâter d'effacer la mauvaise impression qu'a faite sur le public la *Fête à Venise*, en faisant représenter le plus tôt possible sur son théâtre, *Sylvana*, de Weber, une adorable partition qui a fait le tour de l'Allemagne, et qui est encore inconnue à Paris.

Nous retrouvons M. Ricci aux Bouffes-Parisiens. Ici, nous l'avons vu de bonne grâce, il a été beaucoup plus heureux. Sans être d'une originalité saisissante, la musique du *Docteur Rose* est fort agréable à entendre. Les morceaux sont bien coupés, d'une intelligence facile, d'un rythme accentué et d'une excellente sonorité.

Il faut dire aussi que la pièce est meilleure que celle de la *Fête à Venise*. C'est un cadre parfaitement approprié à la joyeuse scène du passage Choiseul, et qui ne fera que gagner aux représentations suivantes, quand les acteurs seront bien en possession de leurs rôles.

Le docteur Rose, un habile médecin de Venise — M. Ricci a l'habitude d'exiger de ses librettistes que l'action se passe toujours dans cette ville — croit avoir trouvé le secret de rendre la vie après la mort. Zeroli, un jeune ténor qui, suivant l'usage, est adoré de toutes les femmes, a résolu — nous n'avons pas saisi pourquoi — de mettre fin à ses jours. Il attache une corde à une lanterne du pont des Soupirs, et va se pendre, lorsque Giacomo, la gentille fille du docteur, qui fait partie de l'essai amoureux bourdonnant autour du Capoul vénitien, arrive à temps pour l'empêcher de mettre son projet à exécution. Elle le cache au fond de sa gondole et l'amène à son père, auquel elle fait croire sans peine qu'elle lui

apporte un véritable pendu. Le brave docteur, comme bien vous pensez, arrive sans difficulté à rendre la vie à Zeroli, qui se dispose à prendre la clef des champs, pour aller épouser la cantatrice Gardinella. Mais voici qu'un arrêt du doge, qui a surpris Zeroli en conversation criminelle avec la dogaresse, condamne à mort l'audacieux chanteur et quiconque lui donnerait asile.

On conçoit les inquiétudes du docteur qui s'efforce de cacher de son mieux Zeroli, dont l'unique pensée est de courir chez Gardinella. Bientôt le malheureux ténor apprend que son cousin, à la nouvelle de sa mort, a réclamé son héritage, et se dispose à prendre pour femme l'infidèle Gardinella. Il s'aperçoit alors de l'amour sincère de Giacomo, et finit par l'épouser; après avoir obtenu des mains de la dogaresse la grâce qu'elle a arrachée à son jaloux, mais crédule mari.

Un premier acte nous avons remarqué le trio de « Vite, vite, cachez-vous » qui rappelle, comme entrain, celui des médecins dans *Crispino*, et le finale « Il est mort », dont la spirituelle coda a fort amusé. Après avoir chanté, sur un rythme lent, un motif plein de tristesse, où l'on déplore la fin tragique de Zeroli, le chœur se partage la corde du pendu, en reprenant la même phrase, mais dans un mouvement rapide, qui en transforme totalement le caractère, et en fait une mélodie pleine de gaieté.

Nous aimons moins les couplets : « J'ai l'honneur de vous saluer », qui ont produit peu d'effet, malgré l'art exquis avec lequel M. Berthelier les a détaillés.

Le second acte est plus faible. Il nous a paru contenir bien des longueurs. Nous nous souvenons cependant d'un quintette : « C'est la pile électrique » dont l'allure franche séduit, malgré le peu d'originalité du contour mélodique.

La perle de la partition c'est la romance que chante Zeroli à Giacomo au troisième acte : « Mon âme est dans la peine. » Voilà une chose tout à fait réussie, et qui sort de la manière ordinairement si lâchée de M. Ricci.

Cette douce plainte amoureuse a été admirablement soupirée par M<sup>me</sup> Paschard, qui est décidément une véritable artiste. Jamais les Bouffes n'ont compté dans leur troupe une chanteuse qui puisse lui être comparée.

M. Berthelier tire bon parti d'un personnage en *dédans*, et montre qu'un véritable comédien sait faire de peu quelque chose.

Enfin, M. Guyot a un vrai rôle de chanteur, où il peut déployer à son aise les mystères, jusqu'ici inconnus, de sa puissante voix de baryton!

M<sup>me</sup> Fonti était bien mal disposée le jour de la première représentation. Elle a toussé son air d'entrée, et éternué son duo d'amour, avec un courage digne d'éloges.

Nous en voulons à M. Noriac d'avoir relégué au second plan M<sup>me</sup> Peyron, une charmante actrice dont la grâce lui attire toutes les sympathies.

Un compliment sincère à M<sup>me</sup> Bonelli, qui a donné une phrygienne des plus agréables à la fille du docteur.

Nous avons gardé pour la fin cet excellent Désiré (le docteur Rose) et M<sup>me</sup> Thierret (la dogaresse) qui,

L'opinion publique, enfin, éditée par le rôle de chacun des acteurs dans ce drame d'un nouveau genre, saura faire la part de tout le monde.

Nous ne savons pas ce qu'il aura gagné le Crédit foncier, sinon d'avoir essayé de ruiner beaucoup de gens sans nécessité, d'avoir surtout effrayé ses actionnaires et ses emprunteurs, par l'usage draconien d'une loi dont il ne devrait user que dans le cas d'un péril bien constaté, ce qui n'est pas ici le cas; ou bien dans celui d'un grand besoin d'argent, ce qui n'est pas encore le cas, puisqu'il aurait alors la faculté de faire un appel sur ses actions, qui ne sont libérées que de 250 francs.

L. DU BOURGNEUF.

## REVUE DES JOURNAUX

L'Avenir national pense avec le Temps qu'une république ou une monarchie ne saurait exister sans un esprit républicain ou sans un esprit monarchique. Les constitutions et les lois, selon lui, ne sont rien si elles ne s'appuient sur des mœurs correspondantes.

Cette observation, dit-il, que toutes les formes du gouvernement emportent avec elles un ensemble d'idées qui constituent leur vraie signification, est conforme à la vérité des faits, à la vérité historique. Ce n'est point seulement la différence constitutionnelle existant entre un magistrat électif et un prince héréditaire qui est le caractère distinctif de la République. Que le chef du pouvoir exécutif s'appelle président ou roi, cela n'a effectivement qu'une importance secondaire si toute la différence entre la république et la monarchie ne doit consister que dans la différence entre deux dénominations; mais, comme le fait si judicieusement observer le rédacteur du Temps, la différence dans les dénominations correspond nécessairement à une différence dans l'ensemble des idées qui prévalent à la direction des affaires.

Ces réflexions sont parfaitement justes, et nous ne saurions trop les recommander aux publicistes qui accusent journellement le provisoire de n'aboutir qu'à l'impuissance et de s'agiter dans la contradiction. Ils verraient, avec un peu de bonne foi, que la faute n'en est pas au provisoire, dont les principes sont systématiquement méconnus par les partis; ces derniers s'acharnant à voir une arène commode pour débattre mutuellement leurs prétentions, au lieu de rester fidèles aux conditions de la trêve républicaine consentie à Bordeaux, consolidée et transformée par la proposition Rivet.

Le Temps revient à la même conclusion par un autre chemin. Si la République, qui est la raison d'être du provisoire, et que la France entière a acceptée comme un gouvernement de salut public et de gestion économique, si la République reste désarmée et impuissante, mise en suspicion et accablée du poids de toutes les fautes commises sous le couvert du provisoire, la faute en est, dit-il, à la portion éclairée du pays, aux classes moyennes, à la bourgeoisie qui ne sait point tourner à son profit les forces du suffrage universel.

Si la République, continue-t-il, a la force négative qui provient de l'impuissance de ses adversaires, elle manque de force positive, en reste au provisoire, ose à peine s'affirmer. Et cependant il faudra bien qu'elle s'affirme le jour où il sera démontré qu'il ne nous reste plus qu'elle et que sa cause se confond avec celle du pays et de la société.

Il est par trop ridicule d'avoir peur d'un nom. On ne nous fera pas croire qu'un gouvernement cesse d'être gouvernement parce qu'il s'appelle République et qu'il est régi par un magistrat électif. La République, il ne faut pas se lasser de le répéter, sera ce que la feront être les citoyens qui lui prêteront leur concours. Expression exacte du suffrage universel, elle représentera l'opinion, l'opinion libérale et modérée, si celle-ci veut bien ne pas s'abstenir; l'opinion de la bohème démocratique, si le reste de la nation abdique et laisse à la bohème le haut du pavé.

Le Courrier de France trouve que la proposition de l'honorable M. Dahirel, tendant à organiser les rapports entre le président de la République et l'Assemblée, aurait été un palliatif insuffisant aux exigences de la situation. Aujourd'hui, d'après M. Fray, c'est du définitif que l'on désire, que l'opinion réclame vaguement.

On éprouve de toutes parts, écrit-il, le besoin de donner à la France une constitution plus solide et plus prévoyante que la constitution Rivet, et l'on se soucie peu d'améliorer cette dernière, parce qu'on voit qu'il faut la remplacer. Il ne s'agit plus de réparer le provisoire, mais d'établir le définitif.

En demandant lui-même le renvoi à deux mois, M. Dahirel indiquait assez clairement qu'il espérait avant deux mois l'Assemblée aura pris un parti. Nous formons le même vœu et nous concevons les mêmes espérances, quoique nous ne désirions pas que nos représentants adoptent toutes les idées de M. Dahirel. Comme lui nous voulons une constitution, mais nous ne voulons pas la même constitution que lui.

Sous la rubrique pittoresque de : *Inopportuniste ! Prématuré !* Le Soir critique verbalement cette prévoyance, si voisine de la lâcheté et de la sottise, qui sert d'excuse à toutes les temporisations et qui conduit directement les situations aux impasses.

Avec ces deux adjectifs, dit-il, obstinément et ha-

blement jetés dans nos roues, voilà une grande année qu'on parvient à immobiliser le pays dans le malaise et dans l'incertitude. Il est inopportuniste de sortir du péril ! Il est prématuré de se dégarer de l'ornière ! Oh ! les belles raisons de paralytiques et de perclus intellectuels ! Nous n'avons ni la force ni la volonté de longer. Nous nous trouvons bien où nous sommes. Donc, il serait prématuré aux autres de se mouvoir et inopportuniste d'en seulement parler.

## CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Présidence de M. Vautrain.

Séance du 17 février 1872

M. Thorel, au nom de la quatrième commission, présente une liste de candidats pour les bourses d'apprentissage. A ce sujet, M. Dubief demande que le conseil consacre en principe que les bourses d'apprentissage doivent être le prix du mérite.

M. Baudouin se plaint que les bourses d'apprentissage soient un moyen détourné d'assistance publique. Il voudrait que l'on réservât complètement la question du maintien ou de la suppression de ces bourses.

M. Gavrel affirme que les bourses sont toujours données aux plus méritants. Il est vrai qu'il n'y a pas de mérite égal en matière de bourses à l'enfant qui se trouve dans la position la plus nécessiteuse.

M. Thorel trouve trop radicale la mesure qui supprimerait les bourses et les remplacerait par des encouragements donnés aux apprentis.

M. le président fait observer que les livrets ne sont délivrés aux boursiers qu'une fois leur apprentissage fait et sur une attestation de bonne conduite donnée par la mairie.

M. Binder se plaint du nombre d'étrangers qui bénéficient des bourses d'apprentissage, et demande que la préférence soit accordée aux enfants nés de parents français.

M. le préfet annonce à ce sujet qu'il a introduit une demande en déchéance de bourses accordées, par suite d'erreur factieuse, à des sujets étrangers. Quant à la question de fond, il croit qu'il ne faut pas l'examiner prématurément. A la suite de ces explications, le conseil adopte les conclusions de M. le rapporteur.

M. Thorel propose ensuite d'autoriser quarante boursiers à retirer leurs livrets de la caisse d'épargne.

M. Baudouin voudrait qu'à l'avenir la remise d'un livret de telle façon que les patrons d'apprentissage ne puissent jamais profiter abusivement de l'argent appartenant à l'enfant.

M. Ferré fait observer que l'administration ne délivre pas une bourse sans dresser un contrat qu'elle fait observer elle-même et exécuter. L'argent que le patron abandonne sert à acheter le matériel indispensable à l'enfant pour entrer à l'atelier. A sa majorité, l'enfant touche une somme de 275 fr. pourvu toutefois qu'il puisse produire un certificat de bonne conduite. Cette somme est donc un encouragement donné aux boursiers.

A la suite des observations de MM. Jacques, Baudouin, Ferré, les conclusions de M. Thorel sont adoptées.

M. le préfet donne lecture d'un mémoire qu'il a introduit et qui contient l'énumération des progrès réalisés depuis cinq mois dans l'enseignement primaire, ainsi que des projets soumis au conseil pour la continuation du développement de l'instruction primaire.

M. le préfet demande la nomination d'une commission spéciale pour l'étude de ces projets.

M. Baudouin signale une pétition qui a été adressée à tous les membres du conseil et dans laquelle se trouve une interprétation erronée d'un vœu émis dans une précédente séance.

Les pétitionnaires paraissent croire que la Ville s'est engagée à payer les indemnités aux sinistrés, dans le cas où l'Etat lui rembourserait les 200 millions avancés par elle pour la contribution de guerre. Le conseil n'a jamais formulé une pareille résolution; il a seulement été entendu que, dans le cas où l'Etat opérerait ce remboursement, la Ville pourrait établir un moyen de trésorerie qui permettrait aux sinistrés d'attendre de l'Etat le règlement de l'indemnité qu'ils auraient à lui réclamer.

M. Baudouin pense qu'il convient de ne pas laisser passer sans une interprétation qui vint de signaler au conseil.

M. Trélat fait un rapport sur les établissements scolaires congréganistes situés rue Duméril et rue du Banquier.

L'administration propose de transférer ces établissements dans des constructions nouvelles édifiées rue Jenner. Le quartier de la Salpêtrière dont dépendent ces écoles laiques, M. le rapporteur propose, au nom de la commission n° 4, de laisser les écoles congréganistes rue du Banquier ou de leur trouver un autre local, et de créer des écoles laïques dans les bâtiments très bien aménagés de la rue Jenner.

M. le préfet fait remarquer que les bâtiments de la rue du Banquier sont en fort mauvais état, que la translation rue Jenner avait été décidée par l'ancienne commission municipale, et que, par conséquent, les nouveaux plans de cette rue avaient été aménagés en vue d'une installation congréganiste. Si l'on changeait aujourd'hui cette affectation, de nouveaux travaux seraient nécessaires, parce qu'il n'y a pas de logements pour les instituteurs. Il laisse, le conseil libre de respecter ou de changer la décision de l'ancienne commission municipale.

M. Paymal combat les conclusions du rapport de M. Trélat. Il fait connaître que dans le 13<sup>e</sup> arrondissement il y a douze établissements laïques et huit congréganistes. Le quartier de la

Salpêtrière n'a pas d'écoles laïques, mais, par contre, le quartier Croulebarbe n'a pas d'écoles congréganistes.

M. Paymal se déclare partisan de la liberté absolue en fait d'enseignement; s'il n'y a pas d'écoles laïques dans le quartier dont il s'agit, il en faut faire, mais il se fonderait pas changer l'affectation attribuée depuis longtemps aux locaux construits rue Jenner.

M. Combes présente quelques observations. Il dit qu'aux écoles de la rue du Banquier était annexé un orphelinat administré par les sœurs et dont les bénéfices appartenaient à la congrégation.

M. Trélat insiste pour l'adoption de son rapport. Il déclare que les bâtiments de la rue Jenner sont parfaitement propres à recevoir des écoles laïques, mais que l'orphelinat dont on avait obtenu l'aménagement dans les nouveaux locaux, devrait être supprimé.

L'enseignement laïque est demandé de toutes parts dans le quartier de la Salpêtrière.

M. Girard, inspecteur de l'enseignement primaire, rappelle les origines de l'affaire et les renseignements qu'il a été appelé à fournir à la commission n° 4.

M. Depaul dit qu'il y a dans cette affaire une question d'équité qui doit être respectée, c'est la déposition des congréganistes des écoles de la rue du Banquier que l'on demande; les congréganistes ont rendu des services; ils jouissent d'une considération générale. Il y aurait injustice à ne pas leur affecter le bâtiment qui a été construit pour eux.

M. Cantagrel parle de la liberté de l'enseignement; il dit qu'il y a de grands inconvénients à apporter aux enfants des dogmes qu'on ne peut leur démontrer.

Le dogme a ses temples. C'est là qu'on pourra envoyer les enfants au sortir des écoles, qui doivent être réservées à l'enseignement des vérités démontrées.

Il faut subir aujourd'hui les écoles congréganistes en attendant qu'on ait le temps de créer un enseignement laïque complet, mais il ne faut pas créer des écoles laïques.

M. Cantagrel vote donc pour l'affectation à des écoles laïques des bâtiments neufs de la rue Jenner.

La clôture de la discussion est prononcée.

Les conclusions du rapport de M. Trélat sont mises aux voix et adoptées.

## LES ACTES OFFICIELS

Le président de la République a reçu la lettre par laquelle le vice-président de la République, don Paragay, don Salvador Jovelanos, lui annonce qu'il a pris possession du pouvoir exécutif, par suite de la démission du président don Rivarola.

### CONVOICATIONS D'ÉLECTEURS

Les électeurs du canton de Moncontour (Côte-d'Or) sont convoqués pour le dimanche 10 mars prochain, à l'effet d'élire leur représentant au conseil général.

### LA RÉGIE. — LES TABACS SUPÉRIEURS

Le président de la République décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — La régie est autorisée à fabriquer une nouvelle qualité de tabac supérieur à priser et à fumer, destinée à être vendue par paquets entiers aux débiteurs à raison de 1 fr. 10 c. et aux consommateurs à raison de 12 fr. le kilogramme.

Art. 2<sup>e</sup>. — Le tabac à mâcher supérieur, dits rochers, sera vendu aux débiteurs, à dater de la mise en vigueur du présent décret, à raison de 1 fr. et, aux consommateurs à raison de 12 fr. par kilogramme.

Art. 3<sup>e</sup>. — Le prix de vente des cigares de la Havane de qualité supérieure, dits *londres extra*, par caissons entiers ou par paquets revêtus de vignettes et de marques authentiques, est fixé ainsi qu'il suit :

Vente aux débiteurs :	
Par kilogramme.....	Fr. 80
Vente aux consommateurs :	
Par kilogramme.....	Fr. 87 50
Par caisson de 100 cigares.....	35
Par paquet de 10 cigares.....	3 50
Par paquet de 6 cigares.....	2 10

### L'ÉCOLE D'APPLICATION DU GÉNIE MARITIME

#### Transfert de Paris à Cherbourg

Le président de la République française

#### Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'école d'application du génie maritime, établie à Paris sera transférée au port de Cherbourg.

Elle continuera à être dirigée soit par un directeur des constructions navales, soit par un officier supérieur du génie maritime.

Art. 2<sup>e</sup>. — L'école d'application est indépendante de la direction des constructions navales. Placée en dehors de l'arsenal, elle relève directement du préfet maritime.

Art. 3<sup>e</sup>. — Un règlement ministériel déterminera le mode à suivre pour le service intérieur de l'école.

### NOMINATIONS DE SOUS-PRÉFETS

Par décret en date du 17 février :

M. Demézières est maintenu comme sous-préfet de l'arrondissement de Mortain (Manche); M. le vicomte du Couëdic, précédemment nommé sous-préfet de Mortain, est nommé sous-préfet de l'arrondissement de Château-Chinon (Nièvre), en remplacement de M. le baron du Bourdieu.

M. le baron du Bourdieu, sous-préfet de Château-Chinon, est nommé sous-préfet de l'arrondissement de Clamecy (Nièvre), en remplacement de M. Arnaud de Gironde, nommé chef du cabinet du ministre de l'Agriculture et du Commerce.

## NOS INFORMATIONS

### L'ESTIMATION DES BATIMENTS DE LA VILLE

Chaque année une commission, nommée par le préfet et composée exclusivement des principaux architectes de Paris, était chargée d'établir une série de prix, faisant loi, pour les édifices publics, et par suite pour les maisons particulières. M. Léon Say, sur la proposition du directeur des travaux, a décidé que cette année la commission serait également composée des principaux architectes de Paris, mais que l'on y adjoindrait trente-six entrepreneurs désignés par leurs chambres syndicales, et trente-six ouvriers nommés par les conseils de prudhommes.

Par suite de cette nouvelle mesure, la série de prix fixée par cette nouvelle commission présentera toutes les garanties possibles, les renseignements étant donnés exclusivement par des hommes très compétents en cette matière.

### LES NOUVEAUX MARCHÉS

Nous avons lu hier un projet adressé au conseil municipal par un groupe de conseillers pour demander l'établissement de nouveaux marchés dans Paris aux emplacements suivants : avenue de Wagram, sur un des grands terrains vagues qui, en cet endroit, appartiennent à la ville de Paris; dans le quinzième arrondissement, où le marché actuel est beaucoup trop vieux et trop petit; et enfin dans le seizième, les habitants de Passy ayant adressé à la ville de Paris plusieurs requêtes à ce sujet. Le projet demande que si la construction de ces nouveaux marchés est adoptée par le conseil municipal, ils soient bâtis en fer sur le modèle de celui qui se trouve rue Brochant, dans le dix-septième arrondissement. Un devis approximatif des dépenses est joint au projet.

### LES ÉCUSONS DE LA ROUTE D'ALLEMAGNE

Le commissaire de police vient d'être obligé de mettre un gardien de la paix à planter à tous les endroits où la route d'Allemagne est coupée par des rues transversales, et où par conséquent se trouve un écusson indiquant son nom. Il ne se passait pas de jours, en effet, où ces écussons ne fussent criblés de coups de pierres par des individus furieux de voir que l'autorité n'avait pas voulu laisser à cette voie le nom de *route de la Revanche*. Un grand nombre de carreaux avaient été cassés par suite de cet exercice patriotique mais dangereux, et plusieurs arrestations avaient même été opérées.

### L'ÉCLAIRAGE DE PARIS

Par ordre du préfet de police, des rondes spéciales de gardiens de la paix viennent d'être organisées pour la surveillance des allumeurs de gaz de la ville de Paris. Très souvent, en effet, les allumeurs faisaient mal leur service, et négligeaient d'allumer un certain nombre de candélabres. Lorsque tous les becs de gaz désignés pour être allumés ne le seraient pas à l'heure fixée, les agents dressent procès-verbal de ces négligences, et ce procès-verbal sera communiqué à la fois à la préfecture de police et à la Compagnie du gaz.

### LES COMMISSIONNAIRES ET LES CONTREMARQUES

Le préfet de police vient de décider que les médailles des commissionnaires porteraient désormais l'indication du lieu où ils désirent s'établir, et il leur sera interdit de stationner autre part. Ceux qui voudront s'établir le soir à la porte des théâtres, devront demander une seconde autorisation, et on leur donnera une médaille spéciale. Ils ne devront plus désormais faire le commerce des contre-marchés, qui, aux abords de l'Opéra, surtout, avait pris une véritable extension. En même temps, les gardiens de la paix ont reçu ordre de faire une chasse impitoyable à tous les ouvriers de portières non pourvus d'autorisation.

### LA SALLE DES CRIÉES

L'audience des criées se tiendra, à partir du 20 février courant, dans une salle spéciale que l'on termine en ce moment au milieu de la salle des Pas-Perdus du palais de justice.

Cette salle spacieuse et aérée contiendra sans difficulté le public nombreux qui assiste d'habitude à l'audience des criées et qui, jusqu'à présent, était fort mal à l'aise dans l'ancienne salle.

### LES SAGES-FEMMES DE PARIS

La liste des femmes pouvant exercer la profession de sage-femme dans le département de la Seine, pour l'année 1872, a été dressée la semaine dernière par le procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine et transmis au ministre de la justice. Un double de cette liste, communiqué par M. le préfet de la Seine, aux termes de la loi de ventôse an XI, qui régit l'institution, doit être adressé dans le mois au ministre de l'Agriculture et du Commerce.

### UN EMBARQUEMENT POUR GAYENNE

Avant-hier ont été embarqués à destination de la Guyane 150 individus dont la plupart ont été condamnés pour participation à l'insurrection du 18 mars. Les transportés ont été divisés en trois catégories : la première composée des repris de justice, la seconde des transportés, et la troisième des forçats. Tous portent la manille; on a échangé à bord leurs vêtements bourgeois contre les costumes d'indigènes que leur a fourni l'administration. Une visite préalable a eu lieu à bord à l'effet d'éviter toute introduction de livres, armes, ou autres objets. Les prisonniers sont soumis à la discipline militaire la plus rigoureuse pendant tout le trajet. On les occupe pendant la traversée à divers travaux en évitant toutefois de les mettre en contact direct avec les marins du bord.

### SUICIDES

Le sieur Louis Lebas, ouvrier ébéniste, vient de mettre fin à ses jours d'une manière assez extraordinaire. Ce malheureux qui se livrait très souvent à des excès de boisson, rentrait hier soir chez lui faubourg Saint-Denis. Résolu à se suicider, pour mettre un terme à ses misères, il s'étouffa en s'enfonçant dans la bouche un mouchoir, et mourut au bout d'un quart d'heure de souffrances aiguës. Le commissaire de police du quartier fit transporter son corps à la Morgue.

— Rue de Saussaye, une jeune fille, Emilie Dubois, s'est asphyxiée par le charbon : une lettre trouvée sur la table de nuit indiquait que cette malheureuse enfant ne voulait pas survivre à la perte de son honneur. Elle était sous le coup d'une accusation de vol.

### UN MYSTÈRE

Hier, la dame B..., âgée de vingt-six ans, couturière, demeurant rue Ramey, faisait la cuisine dans son arrière-boutique. On frappe à la porte, elle ouvre, un individu mis avec une certaine recherche se précipite sur elle, lui assène un vigoureux coup de poing sur la tête; la femme étourdie, tombe à la renverse et pousse un cri; elle venait d'être frappée au côté droit d'un coup de poignard. Quand on s'empressa autour d'elle pour la relever, elle avait perdu connaissance. L'état de la blessée est très alarmant, et l'on conserve peu d'espoir de la sauver. Quant au meurtrier, il a disparu, et la femme, revenue à elle, a refusé de donner le moindre renseignement à ce sujet.

### UNE TROUVAILLE

Entre autres objets de valeur qui ont été pillés pendant la Commune et que d'actives recherches ont depuis fait retrouver, il vient d'être déposé à la préfecture de police :

Trois grands plats en argent, gravés des initiales M. R. S. D.

Et vingt-quatre couverts en vermeil marqués H. D.

Le propriétaire de ces objets peut dès à présent les réclamer à la préfecture.

### LA PREMIÈRE ALOSE

Excellente nouvelle pour les gourmets : ce matin à Paris aux Halles centrales la première alose de l'année, en avance de vingt-cinq jours sur la date ordinaire de leur apparition sur le marché.

Cette première alose a été enlevée au prix respectable de 18 fr.

Samedi 9 mars, au Théâtre national de l'Opéra, aura lieu le bal annuel de bienfaisance, donné par l'Association des artistes dramatiques au profit de la caisse de secours.

Tout est organisé. La décoration d'arbustes et de fleurs, la profusion des lumières, l'excellent orchestre de Strauss, feront de ce bal une de ces fêtes dont on garde le souvenir et qu'on est heureux de retrouver.

L'œuvre de la délivrance se poursuit partout avec un enthousiasme patriotique, que l'on est de notre devoir d'encourager. Nous lisons dans le *Journal de Bordeaux*, dans le compte rendu de la séance du 12 février, que le comité de la souscription nationale en faveur de la libération du territoire est en voie de formation à Bordeaux.

Une première réunion a eu lieu, dans laquelle ont été adoptés les principes du comité de Nancy, à savoir : les souscriptions conditionnelles jusqu'à ce que le chiffre total ait atteint 500 millions de francs. La réunion du comité aura lieu probablement jeudi.

Le maire propose que la souscription de 100,000 francs votée par la Ville soit offerte dans les conditions qu'il vient d'exposer. En outre, il annonce qu'une liste sera déposée au secrétariat, sur laquelle chacun pourra s'inscrire, et les versements auraient lieu en comité, à partir de jeudi. M. Raulin demande si les dons conditionnels devront être versés?

## LES CORRESPONDANCES

### LETTRES ALSACIENNES

Strasbourg, 15 février.

Les quelques Strasbourgais naïfs qui croient aux promesses d'autonomie, de *self-government* alsacien, faites par Herr von Bismark, ne peuvent plus conserver d'illu-

sions. Chaque jour, un fait nouveau vient prouver que le despotisme, quelque fort qu'il se sente, ne peut supporter ni permettre une opposition sérieuse. Parce que quelques conseils municipaux n'ont pas abondé dans les vues du nouveau gouvernement, vite on présente à l'assentiment du Conseil fédéral, à Berlin, un projet de loi sur la nomination de commissaires extraordinaires chargés de l'administration de certaines communes.

Parce qu'aux conférences de Saint-Pierre-le-Vieux, un jeune professeur du gymnase, en faisant l'histoire de Guillaume le Taciturne et de l'annexion des Pays-Bas par les Espagnols, laisse échapper quelques allusions aux événements contemporains, on établit pour la suite de ces conférences une censure sévère, et on force M. Guibal, ex-professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg, à modifier et à dénaturer la leçon qu'il avait préparée sur Agrippa d'Aubigné. Enfin, parce que dans un cours fait spécialement pour les ouvriers, un agent de police a osé entendre le mot de « *notre France* », on oblige le comte à signer une déclaration par laquelle il s'engage à empêcher dorénavant toute manifestation de ce genre.

Aujourd'hui, j'ai un fait plus grave encore à vous signaler : il y a un mois environ, dans une réunion nombreuse de Strasbourg, on avait voté la formation d'une Société destinée à donner un appui moral et pécuniaire aux Alsaciens-Lorrains forcés d'émigrer. Il s'agissait surtout de se mettre en rapport avec les nombreux comités qui se sont constitués en France dans le même but, et de leur adresser les émigrés recommandables cherchant à s'établir ailleurs.

Les statuts votés dans cette même assemblée prouvent que la Société ne devait pas être de nature à porter ombrage au gouvernement allemand.

1<sup>o</sup> La Société prêle aide et protection, sans distinction d'opinions religieuses ou politiques, à tout Alsacien-Lorrain contraint par la conquête d'abandonner son pays.

2<sup>o</sup> La Société ne s'occupera que des Alsaciens-Lorrains qui auront opté pour la nationalité française et qui justifieront de leur moralité.

3<sup>o</sup> La Société s'interdit formellement de provoquer à l'émigration.

4<sup>o</sup> La Société se compose de membres adhérents payant une contribution mensuelle; l'administration est confiée à un comité élu en assemblée générale.

Mais, en vertu de la législation française, qui continue à être appliquée en Alsace-Lorraine, le comité ne pouvait se dispenser de demander pour la Société l'autorisation du gouvernement allemand. Après un délai de près d'un mois, l'autorisation vient enfin d'être refusée. Un petit mot très sec du préfet, sans explication aucune, notifie cette décision au comité.

Il faut connaître bien peu M. de Bismark et la politique prussienne pour avoir espéré un instant que l'on pourrait former à Strasbourg une Société de ce genre. Le grand chancelier, après avoir accordé, par le traité, aux Alsaciens-Lorrains le droit d'opter pour la nationalité française, devait, par tous les moyens possibles, entraver l'exercice de ce droit, surtout pour les commerçants, les ouvriers, les cultivateurs.

L'entrave pour les commerçants, c'est la nécessité de transporter en France leur principal établissement; ce sera pour tous les hommes qui vivent au jour le jour du produit de leur travail, la difficulté de se procurer les ressources nécessaires à un voyage d'émigration. Une Société, chargée de payer aux travailleurs les frais de voyage et de leur trouver des positions en France, devait pouvoir légalement se former à Strasbourg; car elle n'avait d'autre but que de rendre possible le droit d'option reconnu par les traités.

Bismark, en refusant d'autoriser une pareille société, anéantit de fait, pour un grand nombre d'Alsaciens-Lorrains, la faculté d'option dont ils jouissent en droit. Je ne sais d'ailleurs si Bismark, dans cette occasion, comprend bien ses intérêts : plus il restera d'Alsaciens en Alsace, plus Guillaume et son empire y rencontreront une opposition forte et durable. Cette opposition se traduit de mille manières.

Dernièrement, des Allemands fondèrent ici un journal intitulé : *Annales de Strasbourg*, chargèrent un commissionnaire de déposer dans toutes les maisons de la ville le numéro-programme du "soir" journal. Les malheureux commissionnaires, quand ils revinrent le soir dans les bureaux, étaient chargés de rapporter au moins les trois quarts des exemplaires. Dans presque toutes les maisons, on les avait refusés, et lorsqu'il lui arrivait d'en déposer un dans un magasin, le garçon ou la demoiselle de boutique courait après lui : « *Prenez votre sale journal allemand, nous n'en voulons pas.* »

L'exposition des plans pour la reconstruction du temple Neuf, détruit, comme on sait, par le bombardement avec la bibliothèque attenante, a donné lieu aussi à une manifestation française. Les plans se distinguaient les uns des autres par des devises, dont l'une, la première, était ainsi conçue : « *Wer baut ?* » — France ! — une autre : « *Dieu et patrie !* » — et une troisième un véritable soufflet donné à tout Allemand qui la lisait : « *Si quelqu'un détruit le temple de Dieu !* » (Evangile selon saint Matthieu.) La devise laisse aux Allemands, qui connaissent si bien la Bible et la manière de s'en servir, le soin d'achever la citation.

Il y a eu aussi des manifestations de ce genre. Les autres artistes de l'Ambigu forment une bonne troupe de drame. Mais trouveront-ils des pièces jouables, maintenant que la direction est frappée d'interdit par la commission des auteurs dramatiques? Les manuscrits arrivent en grand nombre, inutile de le dire; mais une bonne pièce est encore à trouver, et impossible de reprendre le succès de l'Article 47 tant que durera la quarantaine.

L.-P. LAFORET.

## REVUE DRAMATIQUE

# LA SEMAINE FINANCIÈRE

## INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche, 18 février 1872.

Il faut en prendre son parti : l'atonie pèse et pesera longtemps encore sur les affaires. Le marché de Paris se restreint tous les jours; les meilleures valeurs sont délaissées. Les Rentes, particulièrement, ne peuvent s'élever, et il n'y a pas apparence que la liquidation de fin courant se fasse à des prix supérieurs à ceux que nous voyons.

Cependant, les nouvelles que nous recevons des marchés étrangers sont très rassurantes. Les transactions y sont actives, l'argent abondant, la place de Londres, au moment ému par l'incident de l'Alabama, par l'assassinat de lord Mayo, gouverneur général des Indes, a repris son entrain habituel. L'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne sont en pleine vitalité, nous seuls sommes atteints de langueur, et nous déprimés, sans qu'on fasse le moindre effort pour nous rendre de la vigueur et de la force.

Nous avons besoin d'argent : il nous faut, dans un court délai, nous procurer de grosses sommes. Il est indispensable que d'ici à peu de temps nous fassions un emprunt de trois millions. Voilà notre perspective.

Les projets financiers qui ont été élaborés et qui, à la faveur de la conception de M. de Solheim, sont sortis de terre, pour ainsi dire, sur tous les points du territoire, ont abouti à l'avortement, et comme le temps presse, on en est revenu à l'idée d'avoir recours aux moyens ordinaires.

De fâcheuses indications nous ont révélé que les négociations pour un emprunt de 3 millions étaient très avancées; que toutes les places de l'Europe seraient appelées à y concourir. Dans cette visée, il s'est formé, tant en France qu'en Angleterre et en Allemagne, de puissants syndicats prêts à grouper l'opération projetée et à encaisser les gros bénéfices qui en résulteraient.

Il nous semblait à nous qu'il était possible d'élever le cours des Rentes et de pousser l'emprunt à 95 fr. au moins, peut-être même au pair, il fallait, pour atteindre ce résultat, un ministre rompu aux affaires, travaillant avec persévérance et avec une sollicitude de tous les moments, à cette œuvre importante qui devait se résoudre pour nous en une économie de plusieurs centaines de millions. Mais des préoccupations étrangères, le désir de faire triompher au sein de l'Assemblée un système économique condamné par l'expérience et repoussé par le pays, ont détourné l'honorable ministre des finances de ces soins. Aujourd'hui, nous sommes à la veille de l'emprunt, et nous ne pourrions emprunter qu'à 85 fr.

La haute banque n'a donc pas intérêt à animer notre marché et à favoriser l'essor de nos valeurs. Ce qu'elle veut, le but auquel elle tend, c'est d'obtenir la plus grosse partie de l'emprunt sans réduction et le moins cher possible. Elle saura bien alors faire payer au public une prime importante, et vendra à 95 fr. ce qu'elle aura acheté 85 fr.

Il est évident que dans ces conditions nos Rentes ne peuvent pas monter; que notre marché ne peut pas revenir à l'activité, malgré l'abondance de l'argent qui se révèle par la faible tension du report, et par des achats au comptant assez nombreux.

### Liquidation du 16 février

COURS DE COMPENSATION	
1 <sup>er</sup> février 1872	16 février 1872
Rente 3 0/0..... 83 50	Rente 3 0/0..... 83 50
Rente 4 1/2 0/0..... 91 25	Rente 4 1/2 0/0..... 91 25
Emp. 1871, 5 0/0..... 91 25	Emp. 1871, 5 0/0..... 91 25
Emp. 1872, 5 0/0..... 91 25	Emp. 1872, 5 0/0..... 91 25
Ob. de Trésor..... 91 25	Ob. de Trésor..... 91 25
Ob. Ville Paris 1869..... 91 25	Ob. Ville Paris 1869..... 91 25
Ob. Ville Paris 1870..... 91 25	Ob. Ville Paris 1870..... 91 25
Ob. Ville Paris 1871..... 91 25	Ob. Ville Paris 1871..... 91 25
Ob. Ville Paris 1872..... 91 25	Ob. Ville Paris 1872..... 91 25
Ob. Ville Paris 1873..... 91 25	Ob. Ville Paris 1873..... 91 25
Ob. Ville Paris 1874..... 91 25	Ob. Ville Paris 1874..... 91 25
Ob. Ville Paris 1875..... 91 25	Ob. Ville Paris 1875..... 91 25
Ob. Ville Paris 1876..... 91 25	Ob. Ville Paris 1876..... 91 25
Ob. Ville Paris 1877..... 91 25	Ob. Ville Paris 1877..... 91 25
Ob. Ville Paris 1878..... 91 25	Ob. Ville Paris 1878..... 91 25
Ob. Ville Paris 1879..... 91 25	Ob. Ville Paris 1879..... 91 25
Ob. Ville Paris 1880..... 91 25	Ob. Ville Paris 1880..... 91 25
Ob. Ville Paris 1881..... 91 25	Ob. Ville Paris 1881..... 91 25
Ob. Ville Paris 1882..... 91 25	Ob. Ville Paris 1882..... 91 25
Ob. Ville Paris 1883..... 91 25	Ob. Ville Paris 1883..... 91 25
Ob. Ville Paris 1884..... 91 25	Ob. Ville Paris 1884..... 91 25
Ob. Ville Paris 1885..... 91 25	Ob. Ville Paris 1885..... 91 25
Ob. Ville Paris 1886..... 91 25	Ob. Ville Paris 1886..... 91 25
Ob. Ville Paris 1887..... 91 25	Ob. Ville Paris 1887..... 91 25
Ob. Ville Paris 1888..... 91 25	Ob. Ville Paris 1888..... 91 25
Ob. Ville Paris 1889..... 91 25	Ob. Ville Paris 1889..... 91 25
Ob. Ville Paris 1890..... 91 25	Ob. Ville Paris 1890..... 91 25
Ob. Ville Paris 1891..... 91 25	Ob. Ville Paris 1891..... 91 25
Ob. Ville Paris 1892..... 91 25	Ob. Ville Paris 1892..... 91 25
Ob. Ville Paris 1893..... 91 25	Ob. Ville Paris 1893..... 91 25
Ob. Ville Paris 1894..... 91 25	Ob. Ville Paris 1894..... 91 25
Ob. Ville Paris 1895..... 91 25	Ob. Ville Paris 1895..... 91 25
Ob. Ville Paris 1896..... 91 25	Ob. Ville Paris 1896..... 91 25
Ob. Ville Paris 1897..... 91 25	Ob. Ville Paris 1897..... 91 25
Ob. Ville Paris 1898..... 91 25	Ob. Ville Paris 1898..... 91 25
Ob. Ville Paris 1899..... 91 25	Ob. Ville Paris 1899..... 91 25
Ob. Ville Paris 1900..... 91 25	Ob. Ville Paris 1900..... 91 25

**Fonds d'Etat et de Ville.** — Le 3 0/0, le 5 0/0, le Morgan, sont restés, hier samedi, à peu près aux mêmes cours qu'au commencement de la semaine. Le marché du ferme et le marché des primes sont demandés à peu près sans affaires. Nous avons encore les raisons qui nous font penser que les cours de nos Rentes ne se relèveront pas d'ici à la liquidation.

La Rente italienne a été très offerte toute cette semaine, et elle a failli perdre le cours de 66 fr. Les plans financiers de M. Sella ont été adoptés par la commission avec des modifications sans importance. Nous pensions que les porteurs de Rentes italiennes se seraient liquidés, après le détachement du coupon, dans les prix relativement élevés qui avaient été cotés sur cette valeur; il paraît qu'il n'en est rien, car les queues à la porte de la maison Rothschild, pour le paiement du coupon et pour l'échange des titres, étaient d'une respectable longueur.

Les obligations Tabacs conservent une bonne tenue; elles sont à 471 25.

Les fonds Ottomans ont regagné promptement le terrain perdu la semaine dernière, le 5 0/0 est maintenant à 50 50. Les obligations ont toujours un courant d'affaires suivi; on trouve celles de 1860 à 320, celles de 1863 et 1865 à 330. Les bons Ottomans qui viennent en remboursement en avril prochain sont au pair, à 500 fr.

Les fonds Autrichiens ont une tenue excellente, l'obligation 1860 vaut 1,200 fr.; quant à la Dette convertie, elle se négocie de 64 à 61 1/2; l'obligation Domaniale atteint 274 fr.

Les fonds Egyptiens ont éprouvé de leur côté une amélioration sensible; le 7 0/0, dont le coupon a été détaché au 15 janvier dernier, a déjà repris le cours de 86; quant aux obligations du Vice-Roi, on trouve celles de 1866 à 425 50, celles de 1870 à 400.

Les fonds Espagnols sont très négligés; on constate à peine quelques affaires sur l'Extérieure à 31 et 31 1/2; l'Intérieure n'est pas cotée depuis quelques jours.

L'Américain est faible à 105 1/2; forte hausse sur le Romain qui s'est relévé en quel-

ques instants de 63 à 67; le Péruvien est calme à 81; on attend avec impatience les communications qui doivent être faites à propos de ce fonds à l'assemblée de la Société générale. Le Russe 5 0/0 est à 94, coupon détaché.

**L'obligation Tunisienne** vaut de 152 à 155. D'après une correspondance de Tunis, on aurait affiché un avis invitant les possesseurs de titres italiens et anglais à se réunir le 4 février à Dar-el-Bey, pour procéder à l'élection des nouveaux membres du comité de contrôle, en remplacement des membres démissionnaires.

Le Honduras est toujours très ferme, il se traite très couramment à 195 fr. Les nouvelles arrivées du centre Amérique par le dernier paquebot sont des plus satisfaisantes. L'union entre les différents Etats est décidée, cette région si riche et si féconde se couvre de voies ferrées, de lignes télégraphiques. Ce pays est destiné à un grand avenir. Ces perspectives sont fort rassurantes pour les porteurs d'obligations de Honduras. Le cours de 200 fr. sera atteint avant la fin du mois, et le titre atteindra certainement le prix de 225 fr.

Les Obligations de la Ville de Paris ne peuvent se relever; les titres 1869 et 1871 restent faibles. La clientèle ordinaire de ces valeurs paraît les avoir abandonnées.

On a officiellement annoncé pour le 23 février courant le dernier tirage arriéré de l'emprunt départemental, de la Seine; il sera extrait de la roue 3,733 numéros.

**Institutions de crédit.** — Les actions de la Banque de France se sont tenues à 35, à 40 fr. au-dessus de 3,600 fr.; mais les achats sur cette valeur ont été peu actifs. La période des gros bénéfices touche à sa fin, et le temps est venu pour notre premier établissement de crédit de faire un peu les affaires du pays. Quelles que soient les complications de M. Rouland (le gouverneur représentant l'Etat, par conséquent les intérêts de la masse) pour les actionnaires de la Banque, il ne peut se soustraire plus longtemps à ses obligations.

Le bilan publié cette semaine présente des variations qui ont une triste signification pour l'état de nos affaires commerciales. Il signale des retraits très importants de comptes courants créditeurs. Nous avions fait pressentir ce résultat la semaine dernière, quand nous disions que la Banque, à laquelle on confie les intérêts, faisait néanmoins payer à ses déposants l'impôt qui frappe les chèques.

Les caisses s'augmentent de 8,510,000 fr., et s'élève à 619,202,000. Cette rentrée de numéraire a eu pour conséquence de faire baisser la prime sur l'or et sur l'argent, qui varie de 5 50 à 6 fr. pour mille, et de ramener le prix du change sur Londres à 25 fr. 45 et 25 fr. 50.

Le portefeuille de Paris a baissé de 333,581 mille francs à 338,950,000 fr.; diminution, 4,631,000 fr. Le portefeuille des succursales a baissé de 397,757,000 fr. à 384,214,000 fr.; diminution, 13,543,000 fr.

Les bons du Trésor se sont accrus de 9 millions et s'élèvent à 1 milliard 286 millions. Les divers comptes d'avances ont baissé dans leur ensemble de 86,618,000 francs à 60,693,000 francs, soit une diminution de 5,925,000 francs.

La Ville de Paris a remboursé une nouvelle somme de 9 millions sur son avance, qui ne s'élève plus qu'à 144 millions.

La circulation des billets s'est accrue de 2,126 millions à 2,430 millions; augmentation, 4 millions.

Le compte courant du Trésor a augmenté de 896,000 francs; son total à ce jour est de 53,310,000 fr.

Les comptes courants des particuliers ont baissé de 315,660,000 fr. à 292,231,000 fr.; diminution, 23,429,000 fr.

Les bénéfices de la Banque se sont élevés de 9,971,000 fr. à 10,703,000 fr., soit une légère augmentation de 732,000 fr., qui devrait suffire pour prouver à la Banque qu'en maintenant le taux de son escompte à un chiffre aussi élevé, elle agit aussi bien contre son propre intérêt que contre les intérêts du commerce en général.

Les actions du Comptoir d'escompte conservent une très grande fermeté à 705 fr., et nul doute que les cours ne s'améliorent dans une notable proportion. Le patronage donné par le Comptoir d'escompte à la nouvelle Banque franco-hollandaise a été très favorable à cette dernière. Hier samedi, les actions se traitaient à 175 50 de prime sur leur prix d'émission, qui est, comme on le sait, de 577 50.

Le conseil d'administration de la nouvelle Banque, dans lequel le Comptoir d'escompte est représenté, se compose uniquement, et à peu près à part égale, de l'élément français et de l'élément hollandais.

L'insertion des statuts du Comptoir d'escompte, qui limitent les opérations dans le cercle restreint de l'escompte pur et de la commission pour compte de tiers, la Banque franco-hollandaise a dans ses attributions toutes les opérations de banque mobilière et immobilière.

Les opérations de la Société sont déterminées de la manière suivante dans l'article 2 des Statuts.

« La Société a pour objet de faire, pour son compte et pour le compte de tiers, sous quel que forme que ce soit (participation, syndicats ou autres), toutes opérations financières industrielles, commerciales, immobilières, et toutes entreprises de travaux publics. »

Le syndicat des banquiers hollandais souscripteurs des cent mille actions formant la première série du capital de la Banque franco-hollandaise, met en souscription publique, sur les marchés de Berlin, Francfort, Hambourg, Amsterdam, Londres et Bruxelles, cinquante mille de ces actions à 577 fr. 50, sur lesquelles 327 fr. 50 sont à verser de la manière suivante :

100 fr. » en souscrivant; contre remise des récépissés provisoires nominatifs.

77 50 le 15 mars 1872;

50 » le 1<sup>er</sup> avril 1872, contre remise du titre définitif au porteur.

327 fr. 50

Le Crédit foncier est toujours offert, et il faut que ce titre ait été aussi bien classé pour résister comme il le fait à la dépréciation qui le frappe. Mais déjà les porteurs de titre s'inquiètent, ils voudraient entendre parler les oracles, mais les oracles sont muets. D'après la tendance du marché de cette valeur, nous ne serions pas étonné de voir dans le courant de la semaine une baisse importante. Il faut dire que les raisons qu'on fait valoir pour justifier ce mouvement ne manquent pas de puissance et de force, et dans l'appréciation

juste et vraie de la situation présente, on ne peut manquer de tenir compte : 1<sup>o</sup> du terme prochain de l'expiration du privilège; 2<sup>o</sup> des remboursements anticipés qui atténuent chaque jour l'importance de son actif; 3<sup>o</sup> de la limitation de son allocation pour frais d'administration; 4<sup>o</sup> de l'état du marché des capitaux.

Pour bien faire comprendre la valeur de l'argument tiré des remboursements anticipés, prenons un exemple. Amettons un emprunt de 100,000 francs réalisé au Crédit foncier en 1865, pour une durée de cinquante ans à l'intérêt de 5 0/0; et éliminons la situation du titulaire, qui désirerait aujourd'hui se libérer envers le Crédit foncier, en profitant des cours en Banque, des obligations Foncières 5 0/0.

Voici quel serait son compte, en supposant le remboursement effectué en espèces, au siège de l'administration :

Capital restant dû après treize semestres.....	96 500
Indemnité de remboursement 1/20 0/0.....	482 50
Total payer.....	96 982 50
Mais comme d'après les statuts le paiement du capital peut être fait en obligations au pair, il suffira, de se procurer 133 obligations lesquelques, au cours de 400 francs, occasionneront un débourser de	88 780
Ajouter pour frais de courtage.....	111
Pour indemnité 1/2 0/0.....	482 50
Total de la dépense.....	89 373 50
A payer en moins ou bénéfice.....	7 609

Tel est le résultat définitif de l'opération pour le débiteur. En l'envisageant au point de vue du revenu, on reconnaît qu'en employant une somme de 96,982 50 au rachat des 87 semestres, au service desquels il s'était engagé par contrat envers le Crédit foncier, l'emprunteur place son argent à un intérêt de 6 33 0/0, ce qui nous semble assez rémunérateur.

Ces chiffres démontrent combien les paiements anticipés, dans les circonstances présentes, sont avantageux pour les emprunteurs, et font pressentir l'importance de l'annuité dont l'Etat actuel des choses venait à se prolonger; éventualité malheureusement aujourd'hui assez probable.

L'espace nous manque pour donner aux autres points sur lesquels nous avons appelé l'attention tout le développement qu'il mériterait, mais nous reviendrons sur cet important sujet qui intéresse un si grand nombre de capitalistes engagés sur les valeurs, actions et obligations du Crédit foncier de France.

Le Mobilier a beaucoup baissé cette semaine, et il ne paraît pas que la reprise de cette valeur soit prochaine. On commence à penser qu'on s'était peut-être trop abandonné à l'enthousiasme à l'époque où M. Haussmann est arrivé à la présidence du conseil d'administration. On dit déjà assez haut que les plans financiers de l'ex-préfet de la Seine pouvaient bien être de la nature de certains plans qui, dans le cours de nos désastres et de nos malheurs, ont eu une triste célébrité. Pour répondre aux doutes exprimés par certains organes de la presse sur les capacités de M. Haussmann, comme homme d'affaires, nous disons qu'il fallait attendre avant d'asseoir un jugement; qu'il ne fallait pas par des critiques hâtives décourager les hommes de bonne volonté. Nous commençons à croire que la bonne volonté est fort insuffisante en présence de certaines situations. Quand tout s'écroule et s'agit dans le monde financier, quand des institutions de banque de date récente réalisent de gros bénéfices et font pour leurs actions une prime importante, le Crédit mobilier, ce merveilleux instrument, semble sommeiller et se désintéresser des affaires.

On est calme sur les actions de la Banque de Paris et des Pays-Bas. On lit à la cote le cours de 1,220 fr.

Parmi les sociétés de crédit étrangères, il faut noter la bonne tenue du Crédit mobilier espagnol. La situation de cet établissement financier est dans les meilleures conditions de prospérité, et un bon nombre de titres de son portefeuille ont acquis, depuis le dernier inventaire, une plus-value qui n'est pas moindre de 50 0/0. Si les transactions étaient plus actives à la Bourse, l'action du Mobilier espagnol aurait déjà dépassé le cours de 600 fr.; elle arrivera à ce prix, nous en avons la ferme conviction.

On a demandé des Banques ottomanes, et il s'est traité quelques parties de Crédit foncier d'Autriche. Les cours de ces deux valeurs n'ont pas sensiblement varié.

**Chemins de fer.** — Les actions de chemins de fer n'ont pas varié sensiblement; il faut dire aussi que précédemment elles n'avaient presque pas baissé; il n'y avait pas de raison déterminante de hausse comme pour les Sociétés de crédit. Le Nord est à 965 25; l'Est, dont le coupon de novembre vient d'être détaché, vaut 500; l'Orléans est très ferme à 845; la compagnie du coupon commence à se faire sentir. Le Lyon vaut 558 75; le Midi est demandé à 611 25; on tient l'Ouest à 495.

Dans les chemins étrangers, il y a quelques mouvements à constater : l'Autrichien a repris de 82 50 à 905; les actions nouvelles valent 855; le Lombard vaut 472 50; le Portugais a remonté de 70 à 80; les obligations de ce chemin ont atteint 169. Le Romain s'est élevé à 125 à 138 75. Le Nord d'Espagne s'est élevé à 105; les obligations à revenu variable atteignent 125. Le Pampelune est à 87 50.

**Recette des Chemins de fer.** — Nous publions les recettes de la 4<sup>e</sup> semaine de 1872.

Nos Chemins de fer français sont dans une très bonne situation.

Les résultats qu'ils nous donnent encore aujourd'hui sont excellents.

Les augmentations réalisées pendant cette semaine, tant pour les anciens réseaux que pour les nouveaux atteignent près de deux millions.

Le Lyon fait décidément la série. La recette s'élève, comparativement à celle de la période correspondante, pour son ancien réseau, à 900,000 fr. environ.

L'Orléans, avec une augmentation de 412,000 fr., soit 29 10 0/0; le nouveau réseau gagne 194,000 fr., ce qui correspond à une augmentation kilométrique de 30 85 0/0. Le Nord ancien a progressé de 130,000 fr. environ; les nouvelles lignes de 43,000 fr.

L'Ouest ancien gagne 134,000 fr., soit 14 0/0 0/0; les lignes du nouveau réseau sont encore faibles, elles n'ont qu'un léger excédant de 23,000 fr., ou 2 03 0/0.

**Cours des valeurs en banque**

6 0/0 Américain, 16 octobre 71..... 105 1/2

3 0/0 Intérieur Espagnol, 10 juillet..... 96 7/8

3 0/0 Extérieur Espagnol 1867-69, 10 juillet..... 91 5/8

5 0/0 Pontifical 60-64, 10 octobre 71..... 66 1/2

5 0/0 Egyptien, 15 juillet 71..... 63 1/2

5 0/0 Autrichien converti, 10 juillet..... 91 1/2

5 0/0 Turc, 10 juillet 1871..... 50

10 0/0 Turcs de 1869 fr. 100..... 165

6 0/0 Péruvien, 87 50 payés..... 79 1/2

Le Midi, moins favorisé, accuse une augmentation de 57,000 fr., ou 7 87 0/0 pour son ancien réseau et de 27,000 fr., ou 8 46 0/0 pour le nouveau.

L'Est nous donne sa recette, qui atteint le chiffre de 1,669,000 fr.

Cette recette est toujours donnée sans aucune comparaison.

Peu de changements sur les Chemins étrangers : les Autrichiens gagnent 102,000 fr., ou 6 07 0/0; les Lombards ont, pour les lignes du sud de l'Autriche, une diminution de 91,000 fr., ou 6 80 0/0; les lignes italiennes, au contraire, en progrès de 85,000 fr., ou 6 60 0/0.

Le Nord de l'Espagne a augmenté de 43,000 francs; ou 15 04 0/0; le Madrid à Saragosse, de 5 546 fr., ou 1 26 0/0; le Barcelone-Pampelune, de 20,000 fr., ou 12 32 0/0, et le Cordoue-Séville, de 600 fr. seulement, ou 1 12 0/0.

Les Portugais ont perdu à peu près 100,000 fr., ou 11 14 0/0. Les Romains ont progressé de 37,000 fr., ou 13 30 0/0.

**Valeurs diverses.** — L'immobilier a baissé dans des proportions considérables. Le Crédit foncier et le Crédit mobilier semblent se prêter au mutuel appui pour accabler cette malheureuse Société, et cette amitié est préjudiciable aux intérêts mêmes des deux établissements dont nous parlons; ils ne peuvent, en effet, trouver aucun avantage à déprécier le gage sur lequel reposent leurs importantes créances, et tous leurs efforts devraient tendre à élever l'immobilier et les embarras. Le système suivi par le Crédit foncier et par le Crédit mobilier est déplorable à tous les points de vue.

Il se fait un très bon courant d'affaires sur les obligations des Halles et Marchés de Naples. On les cote 145 fr., et ils présentent à ce prix une tendance manifeste à la hausse.

La Voiture a monté à 215. La Compagnie a repris la publication du bulletin de ses recettes.

Le Paquebot est fermé à 236 25. Les Messageries ont repris à 520; on trouve les Magasins généraux de Paris à 300. Le Suez fait 237 50; nous engageons vivement les actionnaires à déposer leurs titres pour prendre part à l'assemblée extraordinaire du 10 mars.

On trouve le Crédit rural à 437 50; l'Omibus fait 655; les recettes s'améliorent d'une façon marquée. Le Mirès oscille autour de 24, en attendant les résultats de l'assemblée générale.

**VARIATIONS DES VALEURS AU COMPTANT D'UNE SEMAINE A L'AUTRE**

Rente 3 0/0.....	56 25/2	56 1/2	20	78
Rente 4 1/2 0/0.....	91 25	91 25	20	
Emprunt 1871.....	91 90	90 45/4	25	
Emprunt Morgan.....	506 25	508 75	2 50	
Emprunt Italien.....	65 59	66	50	
Emprunt ext. 1874.....	91 25	91 1/2	50	
Banque.....	3600	3035	35	
Foncier.....	957 50	917 50	10	
Société générale.....	912 50	912 50	10	
Crédit mobilier.....	912 50	930	7 50	
Foncier d'Autriche.....	922 60	920	2	
Crédit commercial.....	475	461 25	13 75	
Compt. des Dépôts.....	87 75	85	2 75	
Crédit foncier.....	88 75	87 50	11 25	
Transatlantiques.....	230	225	5	
Canal de Suez.....	252 50	240	7 50	
Crédit maritime.....	530	525	5	
Omnibus de Paris.....	610	655	15	
Banque des Pays-Bas.....	910	915	5	
Caisse des Dépôts.....	535	538 50	3 50	
Cr. parisien.....	535	538 50	3 50	
Crédit mob. espagnol.....	530	522 50	7 50	
Orléans.....	845	810	35	
Paris.....	985	985	0	
Ext.....	515	497 50	17 50	
Lyon-Méditerranée.....	855	850	5	
Midi.....	610	612 50	2 50	
Quatre.....	438 75	435	3 75	
Vende.....				
Chemins autrichiens.....	895	912 50	17 50	
Victor-Emmanuel.....	179 50	175 50	4	
Genève-Lombard.....	172	175 50	3 50	
Saragossa.....	139	143 75	4 75	
Romains.....	133 75	135 75	2	
Bareilons.....	81	90	9	
Compagnie.....	105	103 75	3 75	
Portugal.....		87 50	17 50	
Cable Transatlantique.....	605	620	15	

## ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du 17 février.

PRÉSIDENT DE M. LE VICE-PRÉSIDENT VITET

Rapports de pétitions

L'ordre du jour appelle les rapports de pétitions.

M. le général Maxime donne lecture de plusieurs rapports.

M. de Tillancourt conteste les assertions d'un pétitionnaire de l'Aisne, qui se plaint qu'un grand nombre de jeunes gens de ce département, faisant partie de la garde mobile n'ont pas répondu à l'appel de leur classe ni même à celui des mobilisés, et qui demande que des poursuites rigoureuses soient exercées contre eux.

La pétition est renvoyée au ministre de la guerre.

Dépôt de projets de loi et de propositions

M. le ministre des finances dépose plusieurs projets de loi.

Les deux premiers relatifs à l'établissement de surtaxes à l'octroi d'Orléans et à l'octroi de Mortain.

Le troisième ayant pour objet un échange de terrains entre l'Etat et des particuliers.

Le quatrième tendant à élever de 35 à 45 millions la limite maxima de l'émission de la Banque d'Algérie.

M. Fauriol de Montaigne dépose une proposition relative à l'organisation du corps des officiers de la marine. Il demande l'urgence, afin que sa proposition puisse être renvoyée à la commission de la réorganisation de l'armée.

M. de Tillancourt rappelle que l'urgence réclamée en vue d'un renvoi à une commission déjà formée, a l'inconvénient de supprimer les trois lectures.

M. le président répond qu'il s'agit ici d'un cas tout à fait spécial, et que l'urgence est demandée pour que la proposition soit renvoyée de suite à une commission qui s'occupe de la même question.

M. de Melun dit que l'inconvénient signalé par M. de Tillancourt est très facile à éviter. En effet, la commission d'initiative, à laquelle est renvoyée la proposition, peut venir, à la séance suivante, demander, en vertu de l'article 61 du règlement, le renvoi de cette proposition à une commission déjà existante. (Approuvé.)

Le même membre, au nom de la 9<sup>e</sup> commission d'initiative, demande que deux propositions, l'une de M. Paris, l'autre de M. le général Robert, toutes deux relatives à l'article 95 du règlement, soient renvoyées à la commission sur l'exercice du droit de pétition. (Adopté.)

Reprise des rapports de pétitions

M. Bacc, rapporteur, conclut à l'ordre du jour sur une pétition réclamant l'établissement d'un impôt sur les quittances ou factures et proposant un mode de perception pour ce nouvel impôt.

M. Borelani fait observer que l'ordre du jour aurait été inconvénient de paraître impliquer la condamnation, de la part de la Chambre, du système proposé. Il préférerait le renvoi à la commission du budget.

Ces conclusions sont adoptées.

La parole est successivement donnée à MM. de Tillancourt, de Kergorlay et Duchaffant, pour des rapports de pétitions.

A propos d'une pétition d'un habitant de la Gironde qui demande qu'on vienne au secours de l'agriculture, si cruellement éprouvée depuis un an, surtout en ce qui concerne les vignobles du Midi, rangés par le phylloxera voracissime.

M. Bacc demande que l'Assemblée, au lieu de l'ordre du jour, prononce le renvoi au ministre de l'agriculture et du commerce. — Adopté.

M. Pajot donne lecture d'une pétition du président Falconnet, de la cour d'appel de Paris, qui demande à l'Assemblée de vouloir bien faire une loi qui punisse l'ivresse publique, dont il expose les scandales et les dangers.

(Renvoyé au ministre de la justice.)

Règlement de l'ordre du jour de la séance de lundi.

Première délibération sur le projet de loi relatif à la réorganisation du conseil d'Etat.

Deuxième délibération sur la réorganisation de la magistrature.

Discussion sur la prise en considération d'une proposition ayant pour objet de modifier l'article 105 du Code pénal.

La séance est levée.

## LES TRIBUNAUX

6<sup>e</sup> CONSEIL DE GUERRE (Versailles).Présidence de M. de la Porte, colonel du 12<sup>e</sup> chasseurs à cheval.

Audience du 17 février.

MASSACRE DES DOMINICAINS D'ARGUEL.

— QUATORZE ACCUSÉS.

SENTENCE

Un nombreux auditoire attend impatientement le dénouement de ce lugubre procès.

M<sup>rs</sup> Vallé pour Rouillac, M<sup>rs</sup> Richer pour les époux Buffo, ont d'abord la parole. Ils plaident l'acquiescement de leurs clients. M. le président, s'adressant ensuite à chacun des accusés, leur demande s'ils ont quelque chose à ajouter. Serizier, le premier interpellé, se lève et commence à lire une sorte de mémoire, dans lequel il reproduit les principaux arguments qu'il a déjà présentés au conseil, au cours des débats. D'après lui, son rôle n'a été que loulable dans la journée du 25 mai; il n'a pris aucune part à l'assassinat des dominicains; bien plus, il a sans cesse cherché à apaiser la foule irritée et qui seule est responsable du crime.

La plupart des autres accusés déclarent n'avoir rien à ajouter.

Le vieux Gambette fait tristement remarquer aux juges « qu'il a tout au plus battu sa caisse comme tambour, et qu'on aurait bien tort de le condamner. »

La femme Buffo, qui comprend qu'elle n'a rien à demander pour elle-même, ayant déjà été presque mise hors de cause, supplie le conseil de prendre en considération la situation de son mari.

M. le président déclare ensuite les débats terminés et le conseil se retire dans la salle des délibérations. Au bout de deux heures, il rentre en séance, et M. le président donne lecture du jugement, aux termes duquel sont condamnés :

Serizier, Boin, Lucipia, Boudaille et Pascal à la peine de mort.

Quenot, Girone, Rouillac et Grapin, à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Annat, Busquant et Buffo, à la déportation simple.

Gambette, à deux ans de prison.

La femme Buffo est acquittée.

La lecture de ce jugement cause dans l'auditoire une profonde sensation. La femme de Serizier, qui est au premier banc, paraît surtout atterrée de la condamnation qui frappe son mari.

Le conseil, reprenant ensuite son audience, M. le commissaire du gouvernement requiert qu'il lui plaise prononcer la condamnation des sieurs Léo Meillet, Chaler et Moreau, qui ne sont pas présents à l'audience.

Faisant droit à ces conclusions, le conseil, après une courte délibération, les condamne à la peine de mort.

L'audience est ensuite levée.

La foule se retire, et les accusés étant amenés, M. le greffier donne connaissance du jugement. Serizier reste impassible. Boin se met à pleurer. Lucipia paraît indifférent, de même Pascal. Quant à Boudaille, qui n'a pas dissimulé l'espoir que lui donne son âge d'obtenir une commutation de peine, il écoute en souriant le greffier. Les autres accusés ne manifestent aucune émotion. Gambette s'en va murmurant : « Comment! est-il possible! deux ans de prison pour avoir battu ma caisse! »

Tous les condamnés à mort ont annoncé leur intention de se pourvoir en révision, sauf Lucipia, qui a déclaré vouloir s'en tenir à la décision des premiers juges. Et à propos de cet accusé, nous ferons remarquer qu'il n'a été condamné que pour complicité d'assassinat, le conseil n'ayant pas voulu le frapper pour crime politique.

Le syndicat des banquiers hollandais, dirigé par MM. BECKER et FULD, INSINGER et CO, LIPPMANN, ROSENTHAL et CO, WERTHEIMER et GOMPERTZ, d'Amsterdam, émet sur les grands marchés financiers étrangers cinquante mille actions de 500 francs de la Banque Franco-Hollandaise, libérées de 50 0/0.

Cette émission est faite au prix de 577 fr. 50 c. par action, payables comme suit :

Fr. 100 » en souscrivant.

100 » à la répartition.

77-50 le 15 mars 1872.

50 » le 1<sup>er</sup> avril 1872.

Fr. 327-50

Le service financier du Syndicat étant centralisé au Comptoir d'Escompte de Paris, les demandes d'actions pour la France, l'Angleterre et la Belgique pourront être adressées, par lettre, au plus tard le mardi 20 février 1872.

A PARIS, au Comptoir d'Escompte, 14, rue Bergère.

A BRUXELLES, à l'Agence du Comptoir d'Escompte, 10, rue de Belairmont.

A LONDRES, à l'Agence du Comptoir d'Escompte, 144, Leadenhall street E. C.

Les lettres de demande devront être accompagnées du montant du premier versement, qui sera porté au crédit du compte ouvert, à cet effet, sur les livres du Comptoir d'Escompte, au Syndicat des Banquiers hollandais.

La date extrême pour l'encaissement des versements est fixée au mercredi 21 février 1872.

Les souscripteurs qui adresseront leurs demandes aux deux Agences du Comptoir d'Escompte de Paris ci-dessus désignées devront faire leurs premiers versements :

A LONDRES, au change de 25 fr. 45, soit 3.487 liv. st. par action;

A BRUXELLES, au change de 100 1/2, soit 99 fr. 50 par action.

ÉCHOS DE PARTOUT

Il y a eu hier grande réception à la préfecture de police.

M. Léon Renault réunissait à dîner tous les chefs de service et les principaux employés.

Le sieur Philippe Horrot, sans profession, n'aime pas aller à pied. Hier, ayant deux sous dans sa poche, il se décida, vers huit heures du soir, à aller mettre au mont-de-piété les draps de la chambre garnie qu'il habite, 39, rue de l'Ecole-de-Médecine, et à vendre une tête de mort qu'il possédait. Comme il était tard, et que le mont-de-piété allait fermer, Horrot prit une voiture. Précaution inutile : quand il arriva, les employés étaient partis. Très embarrassé, Horrot remonta en voiture et commença à rendre visite à tous les marchands de bric-à-brac de sa connaissance, cherchant à « casser » sa tête de mort. Neuf heures et demie du soir arrivèrent ainsi. Horrot et sa voiture se trouvaient alors sous la latitude du faubourg Saint-Denis.

— Il faut absolument que je me débarrasse du cocher! se dit-il.

Une idée subite lui traversa la tête. Il déplaça ses draps, et s'en vêtit comme d'un sautier; puis, ayant la tête de mort au-dessus de la sienne avec des fioles, et, dans cet équipage, sauta brusquement à bas de la voiture, profitant de la solitude du quartier.

Le cocher, épouvanté, le laissait fuir, quand il fut heureusement arrêté par deux passants et conduit au poste. Il a été maintenu en état d'arrestation.

Une anecdote authentique qui s'est passée hier, et dont l'héroïne est une grande dame

russe, la comtesse de B., dont un des fils est ministre à Saint-Petersbourg.

La comtesse de B., ayant besoin de voir le président de la République, se rendit hier à Versailles.

En descendant de la station, elle prit un fiacre et arriva en cet équipage dans la cour de l'hôtel de la présidence.

— Holà, l'homme! cria-t-elle au suisse, dit-elle à M. Thiers de descendre un instant.

— Hein! exclama le suisse, absolument scandalisé.

— Est-ce que vous êtes sourd? Je vous ai dit de le faire descendre!

Et M<sup>me</sup> de B., commençant à s'emporter très sérieusement, se mit à faire un tapage affreux dans la cour.

Heureusement, un de ses amis vint à passer, et parvint à reconduire la trop irascible grande dame à Paris.

Un Américain, de retour d'un voyage en Angleterre, ayant minutieusement tenu note de tout ce qu'il avait rencontré d'excentrique sur son chemin, nous raconte ce qui suit :

« Parcourant l'Irlande, dit-il, je m'arrêtai à Kildare, province de Leinster, pour visiter les restes remarquables de sa grosse tour et les ruines imposantes de sa vieille cathédrale. L'ancien cimetière, qui entoure l'édifice religieux, selon les habitudes saxonnes, est hérissé de tombes et de monuments funéraires encore en assez bon état. Chacune des tombes porte son épitaphe; je m'amusai à en déchiffrer quelques-unes, restées lisibles, quoique rongées par les mousses et les lichens. Plusieurs manquaient d'humour; mais celle qui me frappa le plus et me parut presque irrévérente, vu l'époque, est celle-ci, que je reproduis mot pour mot :

Année de Notre-Seigneur A. D. N. S. 1600.

« Sous cette pierre, git Brown O'Grady, cultivateur irlandais, qui, par la seule vertu de la bière forte, sut vivre 141 ans, comme le constatent les registres de sa paroisse. Il était toujours ivre, et si redoutable en cet état, que la mort elle-même n'osait en approcher. »

« Un jour que, malgré lui, il se trouvait à jeun et cloué sur son lit par les rhumatismes, la mort, devenue plus hardie, l'attaqua et triompha enfin de cet ivrogne sans pitié. Priez pour lui. »

M. Thiers continue à être quotidiennement dérangé par les solliciteurs de toute espèce. Pourquoi ne « remplacerait-il pas » le mot suivant, du baron Louis, dont il est l'élève? « Un jour qu'il était assailli par une foule de demandeurs, le baron Louis ouvrit brusquement la porte de son cabinet et leur dit avec impatience :

— Que me voulez-vous?... Vos conseils, je n'en ai que faire!... Des dénonciations, je ne les écoute pas!... Des places, je n'en ai qu'une à votre service, c'est la mienne! Prenez-la si vous voulez!... »

Et le baron Louis referma sa porte au nez des solliciteurs ahuris.

Tandis que les garçons de café, corporation frivole, donnent un bal à l'occasion de leurs réunions annuelles, les charcutiers, corporation sérieuse, préfèrent un banquet. Ce banquet fraternel a lieu ce soir, au restaurant Deschiens, boulevard Ornano, dans le « salon de cent couverts », lequel devient, pour la circonstance, un salon de trois cents couverts. On juge s'il y aura des pièces montées, gâteaux enluminés en forme de statues, jambons ciselés en façon d'amphores, boudins gros comme le bras, anouillettes pastagruques, pâtés de foie émergeant d'une gelée

dorée et cristallisée, et assiettes assorties ornées de cornichons verts comme l'espérance.

Il va sans dire qu'on chantera au dessert la fameuse barcarole :

Où qu'il est l'plus beau, le garçon charcutier, C'est quand il courtise une fille, etc., etc.

Après le dîner, bal à grand orchestre. Il y aura deux violons, une clarinette, et un piston.

Le café Mazarin, dont nous avons annoncé la vente avant-hier, a été adjugé pour la somme de 10,000 fr. La venue qui tenait le café en a fait l'acquisition. Quelques-uns de nos lecteurs ont sans doute encore présent le souvenir du mari de cette dame, qui s'est empoisonné il y a quelques années pour des motifs restés inconnus.

Un de nos auteurs dramatiques les moins connus, M. Georges B..., n'a pas le moyen d'avoir du charbon en hiver.

Aussi, en janvier et février derniers, allait-il tous les soirs applaudir une mauvaise pièce de lui.

— Hélas! disait-il philosophiquement, c'est le seul moyen que j'aie de me chauffer.

DON SPAVENTO

L'Exposition des Beaux-Arts

Le directeur des beaux-arts a adressé au ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts le rapport suivant :

Paris, le 14 février 1872.

Monsieur le ministre,

Le règlement de l'exposition que j'ai eu l'honneur de vous soumettre, et qui a été publié dans le Journal officiel, revêtu de votre approbation, n'a point limité le nombre des tableaux, sculptures ou gravures que chaque artiste pourrait présenter au jury.

Cette disposition s'explique d'elle-même, si l'on regarde comme notre premier devoir, quand nous faisons une exposition, de la faire belle. Mais en égard aux circonstances exceptionnelles que nous traversons, il serait peut-être équitable d'appliquer l'application de ce principe, afin d'étendre cette fois le bénéfice du Salon à un plus grand nombre d'artistes, et de réserver ainsi à des jeunes gens qui n'ont encore qu'une réputation à venir, des places qui autrement seraient presque toutes occupées par des peintres ou des sculpteurs déjà renommés.

D'autre part, le vote des artistes déposants se faisait dans les dernières années par délégation ou par simple lettre, ce qui pouvait engendrer des abus et rendre le contrôle très difficile. On a trouvé de graves inconvénients à ce que le dépouillement du scrutin eût lieu le soir et se prolongeât fort avant dans la nuit, au milieu de tant d'ouvrages accumulés et dans un local dont les portes devaient rester ouvertes. Il serait donc convenable que cette opération ne fût commencée que le matin.

Si ces considérations vous paraissent justes, je vous prie, monsieur le ministre, d'autoriser les modifications et additions suivantes aux articles 2 et 9 du règlement :

« Les artistes ne pourront envoyer à l'exposition que deux ouvrages de chacun des genres ci-dessus désignés.

« L'élection du jury aura lieu le 26 mars, de dix heures du matin à cinq heures du soir, c'est-à-dire trois jours après l'expiration du délai de rigueur pour la réception des ouvrages. Le dépouillement du scrutin commencera le lendemain matin, à dix heures. On ne sera admis à voter que sur la présentation du récépissé.

« Les artistes habitant le département de la Seine voteront en personne. Les artistes habitant les autres départements pourront adresser leur bulletin, avant le 26 mars, à M. l'inspecteur en chef du service des expositions, au palais des Champs-Élysées, après avoir fait légaliser leur signature par le maire de leur commune.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'hommage de mon respect.

Le directeur des beaux-arts, membre du Institut, CHARLES BLANC.

Approuvé.

Le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, JULES SIMON.

## Le Corps médical français

ET LES EAUX MINÉRALES D'ALLEMAGNE

Il n'est que conforme au plus vulgaire bon sens de ne pas augmenter la somme d'argent que nous sommes obligés de fournir à l'Allemagne. Il faut réduire au strict nécessaire nos relations commerciales avec ce pays et éviter surtout celles où c'est nous qui perdons. Pénétrés de ce sentiment et de ce devoir, les médecins français déclarent aujourd'hui presque unanimement que nous devons cesser d'avoir recours aux eaux minérales d'Allemagne, et avec d'autant moins d'hésitation qu'elles peuvent toutes être remplacées par des eaux françaises.

Plusieurs brochures intéressantes ont déjà paru dans ce sens. Dernièrement, un célèbre clinicien, M. le docteur Guéneau de Mussy, prononçait dans une de ses cliniques, à l'Hôtel-Dieu, les paroles suivantes à propos d'EMS : « Aujourd'hui EMS doit être interdit aux malades français; j'en connais qui, dirigés par d'autres avis que les miens, y ont été cette année. Ils ont été lâchement insultés et impudemment volés par cette race allemande, qui ne semble connaître ni l'honneur ni l'honnêteté. » Cela est imprimé dans la Gazette des Hôpitaux d'hier. On voit que nos médecins ne se gênent pas pour dire leur façon de penser.

CAUSERIES CYNÉTIQUES

Triste métier que celui de chroniqueur! Nous annonçons dans notre dernière causerie la fermeture de la chasse, et tout aussitôt les réclamations pleuvent dru comme grêle.

— C'est à tort, monsieur, nous écrit celui-ci, que vous annoncez la fermeture de la chasse, car c'est laisser supposer à vos lecteurs que vous ignorez la loi du 3 mai 1844.

— Monsieur, nous dit celui-là, la chasse à tir est en effet fermée, mais jusqu'au 15 mars nous pouvons chasser à cor et à cris, et nous comptons bien user et abuser de la permission.

Permettez, chers confrères, tout Français, aux termes du code, doit connaître la loi; et en outre, qualité, non-seulement de chasseur, mais encore de rédacteur cynétique, il ne nous est pas permis d'ignorer ce que tous vous êtes censés savoir. Si à dessein nous avons omis, ce dont nous consentons à faire nous-mêmes, de vous dire que jusqu'à nouvel ordre la chasse au marais et la chasse à courre restaient ouvertes, c'est que nous craignons de blesser vos susceptibilités en suspectant vos connaissances au sujet de cette loi.

Que dit-elle, en effet, article 9, paragraphes 1, 2 et 3 :

« Les préfets des départements, sur l'avis des conseils généraux, peuvent prendre des arrêtés pour déterminer :

« 1<sup>o</sup> L'époque de la chasse aux oiseaux de passage, autres que la caille, et les modes et procédés de cette chasse;« 2<sup>o</sup> Le temps pendant lequel il sera permis de chasser le gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières;« 3<sup>o</sup> Les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles qu'il sera permis en tout temps de détruire, même avec des armes à feu. »

Est-ce bien de paraphrases, pour commenter ce passage de la loi? Non, mille fois non. Chassez donc en paix, honores confrères en saint Hubert; tuez et bécasasses et bécasasses, sarcelles, poules d'eau, canards et bécasseaux, et attendez le bon plaisir de votre préfet pour mettre le fusil au râtelier.

Quant à vous, chasseurs à courre, la loi vous accorde jusqu'au 15 mars, avec la permission pour attaquer le sanglier dans sa bauge, le loup dans son fort; tuez, massacrez à plaisir; mais, de grâce, servez au couteau de chasse ces nobles animaux, sujets de haute chasse et belle vénerie, suivant l'expression du roi Charles IX, gros maître de arts dans cette science difficile, et laissez la carabine aux veneurs de contrebain et aux poltrons.

Nos prochaines causeries seront consacrées à étudier la chasse au marais et la chasse à courre. — GASTON PROBUS.

## VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la ch. des notaires de Paris, le 27 février 1872, de

CHATEAU DE PARC ET D'ARNOUVILLE, près Gonesse (S.-O.), hect. clos de murs, Rev. net (moulin et parcelles voisines) 5,500 fr. — Mise à prix : 280,000 fr. — N. B. Seront adjugés le 24 février, au Palais de Justice, 63 hect. de terre avoisinant. S'ad. à M<sup>rs</sup> Cocteau, notaire, 5, quai Malakoff.ETUDE de M<sup>rs</sup> LARROUMÈS, avoué à Paris, rue de la Victoire, n<sup>o</sup> 88.

VENTE aux criées de la Seine, le samedi 2 mars 1872, à deux heures, d'une

MAISON rue des Gravilliers n<sup>o</sup> 33 (3<sup>e</sup> arrondissement) PARIS

Produit brut..... 5,450 fr.

Mise à prix..... 40,000 fr.

S'adresser audit M<sup>rs</sup> Hardy, avoué, et à M<sup>rs</sup> Sorbet, notaire, 4, faubourg Montmartre.ETUDE de M<sup>rs</sup> BLACHEZ, avoué à Paris, rue Saint-Marc, 36.

VENTE aux criées de la Seine, le samedi 24 février 1872, à 2 heures, d'une

MAISON A PARIS du CENTRE, 7

avec terrain pour bâtir, contenant environ 216 mètres 50 cent., et ayant 13 mètres de façade sur ladite rue. Contenance totale, 351 mètres. Revenu net, 4,578 fr. — Mise à prix, 50,000 fr.

S'adresser : 1<sup>o</sup> Audit M<sup>rs</sup> Blachez, avoué, 13, rue de Valenciennes.2<sup>o</sup> A M<sup>rs</sup> Lehotier, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66.3<sup>o</sup> Et à M<sup>rs</sup> Des Etranges, avoué à Paris, rue Montmartre, 131.

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la ch. des notaires de Paris, le 5 mars 1872, d'une

MAISON rue Marie Louise, 6, près PARIS

Revenu brut, 12,000 fr. — Mise à prix, 120,000 fr.

S'adresser à M<sup>rs</sup> Est, notaire, rue Turbigo, 1.

## MAISON A PARIS

rue de Châteaudun, 10 bis, Revenu brut actuel, 46,000 fr. — Mise à prix, 600,000 fr.

A ADJUGER, sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 4 mars 1872.

S'adresser à M<sup>rs</sup> CHAMPETIER DE RIBES, successeur de M<sup>rs</sup> Alfred Delapalme, notaire à Paris, rue Castiglione, n<sup>o</sup> 10.ETUDE de M<sup>rs</sup> LARROUMÈS, avoué à Paris, rue de la Victoire, n<sup>o</sup> 88.

VENTE en l'audience des criées du tribunal de la Seine, au palais de justice, à Paris, d'une

MAISON sise A PARIS n<sup>o</sup> 26

Produit net : 21,000 fr.

Mise à prix : 200,000 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1<sup>o</sup> A M<sup>rs</sup> Larroumès, avoué, rue Bergère, 20;2<sup>o</sup> A M<sup>rs</sup> Guédy, avoué, rue des Jeuneurs, 12;3<sup>o</sup> Et à M<sup>rs</sup> Démons, not., pl. de la Concorde, 8.

ADJUDICATION sur une enchère, chambre des notaires, à Paris, le 19 mars 1872, de

DEUX MAISONS rue Treillard, en face le

1<sup>o</sup> Maison, angle n<sup>o</sup> 19. Cont. 162 m. — Revenu net et à réaliser 12,750 fr., dans 3 ans, 13,550 fr.

— Mise à prix 130,000 fr.

2<sup>o</sup> Maison, n<sup>o</sup> 17. Cont. 205 m. — Revenu réalisé et à réaliser 16,700 fr. — Mises à prix : 165,000 fr.

Bâties constructions.

S'adresser à M<sup>rs</sup> Gattine, not., 8, rue de l'Ecluse.

## MAISON A PARIS

rue de Châteaudun, 10 bis, Revenu brut actuel, 46,000 fr. — Mise à prix, 600,000 fr.

A ADJUGER, sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 4 mars 1872.

S'adresser à M<sup>rs</sup> CHAMPETIER DE RIBES, successeur de M<sup>rs</sup> Alfred Delapalme, notaire à Paris, rue Castiglione, n<sup>o</sup> 10.ETUDE de M<sup>rs</sup> LARROUMÈS, avoué à Paris, rue de la Victoire, n<sup>o</sup> 88.

VENTE en l'audience des criées du tribunal de la Seine, au palais de justice, à Paris, d'une

MAISON sise A PARIS n<sup>o</sup> 26

Produit net : 21,000 fr.